Fédération Nationale
des Centres de Gestion
de la Fonction Publique Territoriale

Commission « communication, nouvelles technologies et dématérialisation »

GROUPE PILOTE

Jeudi 07 juillet 2016

Présents

Président : Marc GODEFROY (Nord)

Directeurs et Directeurs Adjoints :
Frédéric CASTOLDI (Isère), Vincent DECAUX (CIG Grande Couronne), Alain FAIVRE (Meurthe et Moselle), Thierry GUILLERM (Finistère), Jean-Paul HUBY (Ille-et-Vilaine et ANDCDG), Jean-Jacques TREELS (Nord).

Responsables de service :
Benoît BUCHOLZER (Meurthe et Moselle), Sylvain DEFROMONT (Nord), Frédéric PIERRESTIGER (Oise).

FNCDG :
Thierry SÉNAMAUD, Cindy LABORIE.

UGAP : Nicolas CHOU (Chargé d'affaires)

BEARINGPOINT : Jérôme de BADEREAU, Associé ; Clarisse LEMOUTON, Directrice de projet, senior manager ; Raphaël BOISSINOT, manager expérimenté.

Excusés

François FORIN (Président CDG Meurthe et Moselle), David HUIN (CIG Petite Couronne), Jean-Michel PAVIOT (CDG Ille et Vilaine).

Marc GODEFROY rappelle l'ordre du jour du Groupe Pilote : l'audition d'un opérateur potentiel, en vue de la réalisation de l'état des lieux.

Rappel de l'UGAP

Nicolas CHOU, Chargé d'affaires UGAP, rappelle que la société BEARINGPOINT et SOLUCOM sont le groupement titulaire du marché UGAP "Conseil en SI et

Télécom", conclu pour 3 ans (mars 2016 - mars 2019). Nicolas CHOU précise que, si la proposition commerciale du titulaire est retenue par la FNCDG, le titulaire adressera pour validation le dossier complet à l'UGAP qui transmettra son devis à la Fédération (contrat FNCDG – UGAP).

Présentation de la société BEARINGPOINT

Jérôme de BADEREAU, Associé, et Clarisse LEMOUTON, Directrice de projet, présentent la société BEARINGPOINT.

BEARINGPOINT est un Cabinet européen de conseil en SI et management, fort de 3350 collaborateurs dont 700 en France, réalisant 30% de son activité dans le secteur public avec une équipe dédiée de 80 experts.

BEARINGPOINT a notamment collaboré avec la DGCL, la DGFIP et de nombreux partenaires du secteur public local[1], en se basant en particulier sur ses compétences en matière de RH, SIRH et sur son expérience en termes de déploiement de grands projets pour le secteur public (notamment, définition de schémas directeurs cibles avec de multiples acteurs).

Méthodologie proposée

BEARINGPOINT fait part de sa compréhension du contexte et des besoins[2] et précise que l'intervention de SOLUCOM, son co-traitant, n'est pas prévue dans le cadre de la prestation proposée.
BP affirme la nécessité de sécuriser le large recueil d'informations et d'assurer le déploiement d'un questionnaire à renseigner par les Centres, selon la méthode suivante :

- Associer le Groupe Pilote aux travaux d'analyse de l'existant, en ateliers de travail. En premier lieu, pour lui soumettre le questionnaire (à co-construire[3]), le tester dans sa compréhension et sa précision, le valider. En second lieu, pour associer le Groupe Pilote à la construction de la cible et lui soumettre les différents scenarii, voire le mettre en position de force de proposition s'agissant d'un scénario à privilégier.

- Au-delà du questionnaire, travailler de façon plus rapprochée avec un échantillon d'une dizaine de Centres à consulter, s'agissant de l'analyse de l'existant : approfondissement qualitatif auprès d'un échantillon représentatif dont la typologie serait à définir avec le Groupe Pilote.

- S'approprier un calendrier contraint. Il est nécessaire d'associer étroitement le Groupe Pilote pour tester les idées, le questionnaire, les cibles, de même qu'il s'agira d'identifier un chef de projet dédié pouvant être l'interlocuteur de BEARINGPOINT lors de points hebdomadaires. La phase 2 du projet est la plus dense. Au sein de cette phase, 3 semaines sont prévues pour le renseignement du questionnaire.

[1] *Cf*. présentation jointe au compte-rendu, slide p. 4 et slides 22 à 25.
[2] *Cf*. présentation jointe au compte-rendu, slides p. 6 à 8.
[3] BearingPoint prévoit un atelier d'une journée ou d'une demi-journée.

Les 3 Phases de la démarche

BEARINGPOINT détaille la démarche préconisée en 3 phases[4] :

- Phase 1 : Cadrage du projet,
- Phase 2 : Analyse de l'existant,
- Phase 3 : Identification de scénarios cibles et d'une trajectoire.

La phase 1, *"Cadrage du projet",* implique la collecte et l'analyse de la documentation disponible, issue des CDG et coopérations informatiques. Elle organise également les activités du projet (planification du pilotage du projet, entretiens à réaliser, réunion de lancement). La réalisation de cette phase de cadrage est prévue dans un délai de deux semaines.

La phase 2, *"Analyse de l'existant"*, a pour objectifs de définir précisément les périmètres d'intervention et les applications utilisées par les CDG.
Elle vise également à identifier les outils les plus performants aujourd'hui utilisés par les Centres en appréciant le service apporté aux Collectivités, le niveau de performance[5], de coût et de couverture fonctionnelle en vue d'établir un classement des meilleurs outils informatiques disponibles.
La réalisation de cette phase d'analyse est prévue dans un délai de 11 semaines, dont une durée minimale de 3 semaines pour le recueil des données qui, si possible, pourrait être portée à 4 ou 5 semaines pour une meilleure qualité des données.
Compte-tenu de cette préoccupation, des visites de sites représentatifs, en termes d'applications, devraient être réalisées pour une analyse plus approfondie que le seul examen des résultats de l'enquête.[6]

La phase 3, *"Identification de scénarios cibles et d'une trajectoire",* a pour objectifs d'identifier les axes stratégiques du schéma directeur mutualisé, en vue de déterminer les besoins à satisfaire compte-tenu des évolutions futures.
Elle vise également à définir un scénario privilégié qui permettrait d'atteindre la cible définie pour 2019, selon 4 axes : stratégique, fonctionnel, organisationnel et financier. La réalisation de cette phase est prévue dans un délai de 6 semaines.

Le Groupe Pilote serait étroitement associé, notamment :

- En *phase 1* : à la réunion de lancement du projet, en particulier.

- En *phase 2* : à l'atelier d'une journée pour la co-construction du questionnaire, à la validation d'un échantillon de 10 CDG à rencontrer, à la validation de la cartographie fonctionnelle et applicative (atelier d'une

[4] *Cf*. présentation jointe au compte-rendu, slides 18 à 22, P ; 9 à 11.
[5] Disponibilité des outils, aptitude à évoluer pour couvrir les domaines fonctionnels.
[6] Dans sa première proposition, BearingPoint propose d'élaborer un guide méthodologique pour un meilleur renseignement de la grille d'analyse par les Centres, de même qu'un suivi de la collecte des données et la mise en place d'une hotline pour assurer la qualité des données recueillies. Cette première proposition présente le coût le plus élevé.

journée). En fonction du dimensionnement de sa proposition, BEARINGPOINT pourrait prendre en charge la présentation du questionnaire aux CDG, par visio conférence, par groupes de 15, en vue de présenter la démarche, répondre aux questions et apporter un appui méthodologique aux CDG[7].

- En *phase 3* : 3 à 4 ateliers de construction de la cible au plan fonctionnel, applicatif et concernant également l'impact financier. Le Groupe Pilote examinerait les différents scenarii et pourrait se prononcer sur un scénario à privilégier.

Le Groupe Projet sera associé au lancement de la démarche, à la restitution de l'analyse de l'existant, à la présentation des scénarios cibles. De façon interactive, le Groupe Projet sera également sollicité avant le lancement du questionnaire.

Analyses du Groupe Pilote

Le Groupe Pilote formule les observations suivantes :

- 1ère hypothèse :

- L'analyse de l'existant est très large et approfondie ; elle concernerait l'ensemble des domaines fonctionnels (suivi des carrières des agents, offres et demandes d'emplois, organisation de concours et d'examens, droit syndical, fonctionnement des instances paritaires gestion de la paye…) : un ciblage serait alors envisagé.

- 2nde hypothèse, retenue par le Groupe Pilote :

- L'analyse de l'existant peut reposer sur un spectre large, ce qui permettrait de faire connaître des applications avant une phase de convergence. Cependant, cette analyse exhaustive nécessitera alors, dans un second temps, de se fixer des priorités pour le schéma directeur et d'identifier des axes de mutualisation.

- Par ailleurs, un spectre large permettrait d'intéresser tous les CDG à la démarche. Pour favoriser cette adhésion, il faut envisager d'anonymiser les résultats (par exemple, sur le niveau de performance, de qualité) car examiner les systèmes d'information vient également interroger les pratiques et l'organisation liées aux SI, comme en témoignent les démarches réalisées par des coopérations informatiques. A cet égard, l'enquête recensant des applications, réalisée en avril 2015 par GO+ et l'Alliance Informatique, peut être redirigée vers BEARINGPOINT et constituer les prémisses de la démarche actuelle. Le partage d'expériences et l'envie d'améliorer l'efficacité des outils doivent également être des motivations à mettre en évidence auprès des Centres.

[7] Inclut dans la première proposition, *cf*. nbp 6.

- L'exhaustivité de l'analyse de l'existant peut concerner l'exploration des domaines fonctionnels mais ne pas nécessairement recouvrir la totalité des Centres, d'autant que les CDG répondront au questionnaire sur la base du volontariat.

- La construction du questionnaire est spécialement importante : il peut prévoir une série de questions facultatives, pour approfondir les connaissances.

- La durée de cette phase 2, prévue pendant 3 semaines pour le recueil des données, peut être allongée dans une certaine mesure pour garantir la qualité des données, comme le propose BEARINGPOINT, plutôt que de réduire le spectre d'analyse.
  Dans ce cas, le livrable pourrait être remis en janvier prochain (plutôt qu'au 15 décembre) et le ou les scénarios privilégiés, relatifs au schéma directeur, seraient alors portés à l'attention des Conseils d'administration de la Fédération et, par hypothèse, du GIP.

Echanges

BEARINGPOINT insiste sur la nécessité de préparer les CDG à la démarche, en communiquant, pour que tous soient convaincus des bénéfices à en retirer en termes, par exemple, de fonctionnement intérieur, de positionnement, grâce à une vision synthétique de la situation des Centres (moyenne, écarts types…), d'opportunités à saisir.

BP propose une présentation de la démarche, de la méthodologie et des gains attendus, en amont du lancement du questionnaire validé par le Groupe Pilote et associant le Groupe Projet.

BP confirme la possibilité d'anonymiser la restitution des résultats mais non le questionnaire lui-même.

A une question du Groupe relative à l'identification des bonnes pratiques, BP répond qu'au-delà des ratios et des niveaux de performances, l'approfondissement des résultats du questionnaire, lors des entretiens prévus avec des Centres, a pour objet cette identification des bonnes pratiques.

Le Groupe Pilote relève que la proposition de BP sort du cadre financier imaginé. Il note, d'une part, que le travail a été amorcé avec l'enquête réalisée en avril 2015 et, d'autre part, que le nombre de jours-hommes prévu, avec ou sans options, apparaît élevé.

BEARINGPOINT souligne que c'est ainsi qu'ont été établies deux propositions, la première incluant des prestations optionnelles non présentes dans la seconde.
L'estimation financière de la proposition hors options intègre le fait qu'en phase 2, la présentation, la transmission du support pédagogique aux CDG, l'appui au remplissage du questionnaire et le suivi des retours sont assurés par la FNCDG et le Groupe Pilote. En conséquence, le profil de consultant mobilisé pour assurer ces actions a été supprimé mais l'échantillon de CDG à rencontrer pour approfondir les résultats du questionnaire est conservé.

BEARINGPOINT souligne que le coût, notamment en phase 2, est également lié, par exemple, à l'absence de cartographie fonctionnelle précise des CDG ou de travaux sur l'obsolescence.

Marc GODEFROY demande à BEARINGPOINT de réexaminer le prix, le nombre de jours-hommes consacrés à la mission, compte-tenu, d'une part, du fait que les attentes portent davantage sur l'analyse que sur l'animation des remontées et, d'autre part, de la force du réseau des CDG et de l'expertise disponible en son sein.

BEARINGPOINT s'engage à réfléchir au dimensionnement financier de l'offre.

Marc GODEFROY remercie Jérôme de BADEREAU, Clarisse LEMOUTON et Raphaël BOISSINOT pour la présentation et l'intérêt de leur offre. Il les invite à se rapprocher de la Fédération en vue de leur nouvelle proposition.

L'audition terminée, les représentants de BEARINGPOINT et de l'UGAP quittent la salle.

Le Groupe Pilote observe :

- L'offre de BEARINGPOINT est jugée complète et satisfaisante d'un point de vue qualitatif. Elle répond aux attentes de la Commission, notamment en termes de compréhension de la mission, de méthodologie et d'expertise.
  Le prix de la prestation hors option évoqué lors de l'audition du 07 juillet, 264.130 €HT, doit cependant être révisé.

- L'exhaustivité de l'analyse de l'existant peut concerner l'exploration des domaines fonctionnels mais ne porter que sur un nombre représentatif de Centres. Pourraient être ciblés de manière plus privilégiée les CDG membres du Groupe Projet et ceux ayant répondu à l'enquête d'avril 2015, sachant que la participation des Centres est basée sur une démarche volontaire.

- En cas de réponse positive sur l'offre révisée de BP, il devra être veillé à la transmission de la méthodologie déployée en vue de maintenir à jour le niveau d'analyse obtenu et bénéficier du travail accompli dans le futur.

- Le Groupe charge la Fédération de négocier au mieux le coût de la prestation en ayant pour objectif d'atteindre un prix compris dans une enveloppe d'environ 200 K€ HT, plus ou moins 10%, en vue d'une présentation de cette offre aux instances de la Fédération.

Fédération Nationale
des Centres de Gestion
de la Fonction Publique Territoriale

Commission « communication, nouvelles technologies et dématérialisation »

GROUPE PROJET

Jeudi 07 juillet 2016

Présents

Président – Vice-Président :
Marc GODEFROY (Nord) ; Michel GILLOT (Indre-et-Loire).

Directeurs et Directeurs Adjoints :
Frédéric CASTOLDI (Isère), Jean-Pierre CAVALLO (Alpes-Maritimes), Vincent DECAUX (CIG Grande Couronne), Alain FAIVRE (Meurthe et Moselle), Caroline FRITZ (Haute-Vienne), Thierry GUILLERM (Finistère), Jean-Paul HUBY (Ille-et-Vilaine et ANDCDG), Vincent KERBIQUET (Seine-et-Marne), Philippe LACHAIZE (Loire), Nathalie PERON (Indre-et-Loire), Philippe THOUVIOT (Doubs), Jean-Jacques TREELS (Nord).

Responsables de service :
Benoît BUCHOLZER (Meurthe et Moselle), Sylvain DEFROMONT (Nord), Eric LE FOLL (Loire-Atlantique), Dominique GANTOU (Tarn et Garonne), Jean- Laurent JANOT (Loiret), Jean-Michel PAVIOT (Ille-et-Vilaine).

FNCDG :
Thierry SÉNAMAUD, Cindy LABORIE.

Excusé

François FORIN (Président CDG Meurthe et Moselle)

Marc GODEFROY ouvre la séance en priant d'excuser l'absence de François FORIN.

1- Architecture juridique du projet relatif au SDSI (retour sur les conclusions du Cabinet d'avocats saisi par la Fédération)

Marc GODEFROY rappelle que, lors de la dernière réunion de la Commission, il était prévu que la Fédération saisisse un Cabinet d'avocats pour apporter un éclairage juridique sur les points suivants :

- Une Fédération peut-elle faire réaliser un état des lieux des systèmes d'information utilisés par ses adhérents ?
- Une fois le diagnostic réalisé, quelle entité pourrait porter et financer l'accompagnement national de la mise en œuvre du schéma directeur : la FNCDG ? Une autre association créée *ad hoc* ? Un GIP ?
- Si plusieurs "porteurs" sont possibles au niveau national, quelle solution doit être privilégiée par les Centres de gestion ?
- Subsidiairement, comment envisager, en termes juridiques, le devenir des outils existants (logiciels), acquis ou développés par les groupements informatiques ou par les Centres, pouvant être propriété de ces groupements, dans le cas où les outils seraient transférés à la structure juridique choisie pour la mise en œuvre du SDSI ?

Marc GODEFROY donne la parole à Thierry SÉNAMAUD pour la synthèse des conclusions du Cabinet d'avocats LANDOT :

- Sur la réalisation de l'état des lieux (Diagnostic)

- La Fédération peut assumer, directement ou par le biais d'un opérateur, sa réalisation dans le respect de son objet social, sachant que cet état des lieux répond à ses propres besoins, même si les Centres pourront bénéficier collectivement du diagnostic.
- Sans qu'une modification des statuts soit indispensable, même si elle pourrait être envisagée à terme.
- Sans demander aux CDG de contribution financière spécifique à ce projet.
- La Fédération pourrait être considérée comme pouvoir adjudicateur et, par sécurité juridique, doit respecter les règles des marchés publics (en ce sens, l'art. 10, 3° de l'ordonnance du 23 juil. 2015).
- Le choix du titulaire du marché de l'UGAP assure le respect de ces règles.
- Si l'offre du titulaire du marché de l'UGAP n'est pas retenue, une procédure adaptée devra alors être mise en place.
- En veillant au respect des règles de mise en concurrence et à l'égalité des candidats : publicité de l'offre (BOMP, Le Moniteur…) + un délai d'environ un mois pour y répondre.
- En se réservant, dans notre cahier des charges, une faculté de négociation.

- Sur la mise en œuvre du schéma directeur

- Le groupement de commandes n'apparaît pas adapté eu égard au fait qu'un groupement de commandes n'a pas vocation à exister sur le long terme et n'a pas la personnalité juridique. De plus, la Fédération ne peut pas, en tant que personne morale de droit privé, être désignée coordonnateur.
- La Fédération ne peut pas se voir confier cette mission qui ne relève pas *stricto sensu* de son objet social.
- Le GIP constitue la solution préconisée pour porter la mise en œuvre du projet.
- La participation de la FNCDG au GIP est possible à condition que la Fédération, associé privé, ne dispose pas de la possibilité d'exercer une influence décisive sur le GIP.

- L'objet du GIP devra être défini de façon restrictive (visant uniquement la coopération informatique) et les règles de modification des statuts devront être rigoureuses.

2- Sur le GIP

Marc GODEFROY relève que la solution du GIP est préconisée pour ce qui concerne la mise en œuvre du schéma directeur et qu'il s'agit désormais de constituer le dossier (statuts, modèle de délibération…), en vue de sa transmission aux pouvoirs publics.

- Au plan financier, différentes pistes de réflexion sont évoquées :

Alain FAIVRE observe qu'une contribution pourrait être versée par les Centres membres du GIP, dont le montant serait variable en fonction de l'utilisation des applications, et il précise que plusieurs applications ayant le même objet pourraient d'ailleurs cohabiter avant une phase de convergence. Il considère également que l'un des objets du GIP sera de se substituer aux coopérations existantes, sans négliger un temps de transition qui suppose de faire vivre l'existant.

Jean-Paul HUBY relève que l'animation du GIP implique un minimum de frais de fonctionnement et que la première mission du GIP sera la réalisation du schéma directeur.

Marc GODEFROY considère que l'adhésion au GIP nécessite une contribution financière, des CDG volontaires, à son fonctionnement (frais fixes généraux) et à la mise en œuvre du SDSI. Les modalités de cette adhésion de base devraient être déterminées. Alain FAIVRE relève qu'un budget prévisionnel devrait être envisagé, en fonction du nombre attendu de participants au GIP. Il souligne, qu'en toutes hypothèses, plus les Centres seront nombreux au sein du GIP, plus les frais exposés seront faibles.

Philippe LACHAIZE considère qu'il est possible d'établer une distinction entre :
- d'une part, un "socle commun" à l'ensemble des CDG souhaitant adhérer au GIP, d'un montant limité favorisant l'adhésion au projet et couvrant le fonctionnement administratif de base,
- et, d'autre part, l'utilisation "à la carte" des outils et prestations proposés par le GIP, dont le coût est supporté par leurs utilisateurs.
Ainsi l'adhésion au "socle commun" ouvrirait la possibilité de bénéficier de ces prestations.

Alain FAIVRE rappelle que le GIP doit être approuvé par décret. Aussi, les CDG qui n'auraient pas prévu leur adhésion à l'origine devraient attendre un décret modificatif pour intégrer ce "socle commun".

Marc GODEFROY souligne que l'adhésion au "socle commun" devrait être d'un montant modeste et en rapport, par exemple, avec le nombre d'agents gérés par un Centre. L'adhésion au "socle commun" couvrirait les frais liés aux aspects administratifs, assistance, gouvernance.

Jean-Jacques TREELS ajoute qu'au-delà de l'adhésion au "socle commun", d'une part, et à l'utilisation "à la carte", d'autre part, il pourrait être envisagé que des moyens financiers raisonnables soient alloués à la Recherche et Développement.

Le Groupe Pilote ajoutait, lors de sa réunion du 21 juin dernier, que la convention constitutive du GIP devrait comporter la définition de certains termes : "SDSI", "neutralité financière"…

Selon Marc GODEFROY, la "neutralité financière des transferts" recouvre notamment deux aspects :
- La possibilité de mettre à la disposition du GIP les outils existants (notamment les logiciels) acquis ou développés par les Centres de gestion, à titre gratuit, sous réserve des conditions contractuelles délimitant le droit d'usage de ces "équipements".
- Ecarter toute reprise d'éventuelles dettes des Coopérations informatiques actuelles du fait de leurs activités.

Il est rappelé que, lors de sa réunion du 21 juin dernier, le Groupe Pilote a également évoqué la notion de "neutralité financière" comme recouvrant, d'une part, l'exclusion de tout transfert de dettes éventuelles vers le GIP et soulignant, d'autre part, que les CDG membres du GIP ne contribuent financièrement qu'aux outils qu'ils utilisent (création, maintenance…), en excluant qu'un membre génère une dépense que les autres membres ne souhaiteraient pas.
En revanche, tous les membres contribueraient financièrement aux charges communes (par ex. secrétariat du GIP).

Jean-Paul HUBY relève que les modalités juridiques et financières restent à définir précisément. Citant l'exemple de GO+, il s'interroge sur la destination et la valorisation du patrimoine de cette Coopération, par hypothèse expurgé de dettes[1]. Si un partage entre CDG membres de cette Coopération pourrait être envisagé, on pourrait également imaginer une valorisation de ce patrimoine, dans le cadre du GIP, sous forme d'apports en capital ou en industrie ou bien encore au niveau de la gouvernance. Jean-Paul HUBY précise qu'il s'agit là d'une réflexion.

Marc GODEFROY fait part de la proposition du Groupe Pilote d'examiner la possibilité de créer, au sein du GIP, un budget annexe par application informatique, sous réserve des contraintes juridiques. Il ajoute qu'il s'agit également de prévoir que les Centres, membres d'une Coopération, s'engagent à aller au terme des règlements financiers liés à leurs produits en cours de développements. Dans ce cas de figure, Alain FAIVRE envisage la possibilité que d'autres Centres puissent les rejoindre et contribuer à leurs côtés, sous réserve qu'ils soient intéressés par les produits en cause, ce qui viendrait diminuer le coût pour chacun.

Alain FAIVRE précise que, dans le cadre de l'Alliance Informatique, un logiciel est propriété du CDG 54 et chaque membre de l'Alliance est propriétaire des sources et des programmes. Il souligne, de plus, que ce sont les CDG qui seront adhérents du GIP et non pas les Coopérations Informatiques.

[1] Jean-Paul HUBY précise que l'extinction des dettes de GO+ sera réalisée dans trois exercices.

- S'agissant de l'objet social du GIP, Marc GODEFROY observe qu'il devra être défini selon les recommandations de l'avocat.

Thierry SÉNAMAUD fait état d'une proposition de rédaction de GO+, examinée lors d'une réunion du Groupe Pilote :

« Le GIP a pour objet de mutualiser les moyens et toutes solutions informatiques utiles à l'accompagnement des missions légales et réglementaires dévolues à ses membres et, plus généralement, de nouer tout partenariat utile à la satisfaction de cet objet.
Ainsi, les missions suivantes pourront être assumées :

- *Mettre en œuvre le schéma directeur national des systèmes d'informations réalisé par la FNCDG et l'actualiser.*
- *Proposer aux CDG et CIG une assistance informatique stratégique et fonctionnelle pour faire évoluer leur propre système d'information en cohérence avec les systèmes d'information des autres CDG et des partenaires de la fonction publique territoriale.*
- *Organiser des achats groupés dans le domaine informatique en exigeant dans les cahiers des charges des spécificités fonctionnelles et techniques adaptées aux besoins des CDG et CIG.*
- *Se substituer aux coopérations informatiques inter-CDG existantes qui le souhaitent après avoir assuré la neutralité financière de ce transfert.*
- *Intégrer des applications développées par l'un ou l'autre des CDG ou CIG au regard de leur intérêt pour l'ensemble des membres, après avoir assuré la neutralité financière de ce transfert.*
- *Mener des actions de R et D : développer et mettre à disposition des membres de nouvelles applications informatiques adaptées aux besoins des CDG et CIG. »*

Nathalie PERON rappelle que l'une des questions se posant au GIP est celle de savoir développer différents outils communs et Marc GODEFROY relève que l'un des objectifs du GIP sera de faire converger les différentes applications en évitant la multiplication d'applications spécifiques à un territoire.

Vincent KERBIQUET précise qu'au-delà des questions de financement, il est nécessaire de garder à l'esprit l'enjeu du GIP : constituer la gouvernance informatique des CDG au bénéfice des Collectivités, développer les facultés de réponse des Centres et l'e-administration aux services des Collectivités. Dans cette optique, la réalisation du SDSI constitue le noyau du projet.

Marc GODEFROY propose ainsi de rajouter cette volonté de "service aux Collectivités et établissements" dans l'objet social.

- En ce qui concerne la gouvernance du GIP

Marc GODEFROY et Frédéric CASTOLDI estiment, qu'au sein du GIP, il est souhaitable que chaque CDG dispose d'une voix, ce qui n'empêcherait ni l'identification des apports des CDG, ni la prévision de contributions dont le montant pourrait varier selon l'utilisation "à la carte". Ils estiment qu'une distinction, en termes de nombre de voix, entre membres du GIP, selon qu'ils

sont membres fondateurs ou non, apporteurs (en industrie ou en finances) ou non, n'est pas souhaitable.

Aux côtés des CDG et de la Fédération, le Groupe Pilote souhaite que des membres partenaires "qualifiés" ou "associés", tels que le CNFPT, puissent avoir la possibilité d'intégrer le GIP. Philippe LACHAIZE propose que cette qualité de membre découle de l'adhésion au "socle commun".

Par ailleurs, en vue de la rédaction des statuts, la question de la durée du GIP et de la durée des mandats de ses administrateurs devra être examinée. Sur ce dernier point, la durée du mandat municipal pourrait être la référence, avec un premier mandat jusqu'en 2020.

3- Compte-rendu au Groupe Projet, par le Groupe Pilote, de l'audition du titulaire du marché de l'UGAP en vue de la réalisation de l'état des lieux

Marc GODEFROY rappelle que le Groupe Pilote a auditionné, ce matin, la société BEARINGPOINT (BP) qui a présenté son offre d'accompagnement. Il donne la parole à Thierry SÉNAMAUD pour la synthèse de cette audition.

BEARINGPOINT est le titulaire du marché UGAP "Conseil en SI et Télécom", conclu pour 3 ans (mars 2016 - mars 2019). Cabinet européen de conseil en SI et management comptant 3350 collaborateurs dont 700 en France, il réalise 30% de son activité dans le secteur public avec une équipe dédiée de 80 experts. Il a notamment collaboré avec la DGCL, la DGFIP et de nombreux partenaires du secteur public local.

La société BEARINGPOINT a fait part de sa compréhension du contexte, des besoins, de la méthodologie qu'elle compte déployer et de la démarche qu'elle préconise pour atteindre les objectifs.

Concernant la démarche, BP la décline en 3 phases :

La phase 1, *"Cadrage du projet",* implique la collecte et l'analyse de la documentation disponible, issue des CDG et coopérations informatiques. Elle organise également les activités du projet (planification du pilotage du projet, entretiens à réaliser, réunion de lancement). La réalisation de cette phase de cadrage est prévue dans un délai de deux semaines.

La phase 2, *"Analyse de l'existant",* a pour objectifs de définir précisément les périmètres d'intervention et les applications utilisées par les CDG.
Elle vise également à identifier les outils les plus performants aujourd'hui utilisés par les Centres en appréciant le service apporté aux Collectivités, le niveau de performance (disponibilité des outils, aptitude à évoluer pour couvrir les domaines fonctionnels), de coût et de couverture fonctionnelle, en vue d'établir un classement des meilleurs outils informatiques disponibles.
La réalisation de cette phase d'analyse est prévue dans un délai de 11 semaines, dont une durée minimale de 3 semaines pour le recueil des données qui pourrait être portée à 4 ou 5 semaines pour une meilleure qualité des données. Compte-tenu de cette préoccupation, des entretiens et des visites de sites représentatifs,

en termes d'applications, seraient réalisés pour une analyse plus approfondie que le seul examen des résultats de l'enquête fondée sur l'exploitation d'un questionnaire à co-construire (plus spécialement avec le Groupe Pilote).

La phase 3, *"Identification de scénarios cibles et d'une trajectoire",* a pour objectifs d'identifier les axes stratégiques du schéma directeur mutualisé, en vue de déterminer les besoins à satisfaire compte-tenu des évolutions futures.
Elle vise également à définir un scénario privilégié qui permettrait d'atteindre la cible définie pour 2019, selon 4 axes : stratégique, fonctionnel, organisationnel et financier. La réalisation de cette phase est prévue dans un délai de 6 semaines.

Globalement, cette démarche associe étroitement le Groupe Pilote et le Groupe Projet aux différentes phases de la démarche. L'analyse de l'existant reposera sur un spectre large mais l'ambition d'exhaustivité de cette analyse sera centrée sur l'exploration des domaines fonctionnels[2].

Marc GODEFROY fait part au Groupe Projet du fait que l'offre de BEARINGPOINT a été jugée, par le Groupe Pilote, complète et satisfaisante d'un point de vue qualitatif. Elle répond aux attentes de la Commission, notamment en termes de compréhension de la mission, de méthodologie et d'expertise.
Cependant, le prix de la prestation "hors option" doit être révisé : charge à la Fédération de négocier au mieux le coût de la prestation, en ayant pour objectif d'atteindre un prix compris dans une enveloppe d'environ 200 K€ HT, plus ou moins 10%, en vue d'une présentation de cette offre aux instances de la Fédération, pour décision.

A la suite du Groupe Pilote, le Groupe Projet formule un avis positif sur cette offre sous réserve d'une évolution favorable du prix.

---

[2] Suivi des carrières des agents, offres et demandes d'emplois, organisation de concours et d'examens, droit syndical, fonctionnement des instances paritaires gestion de la paye…

Mémoire technique

Nom du client : Fédération nationale des centres de gestion (FNCDG)

Nom du projet : Schéma directeur informatique mutualisé des centres de gestion

Date de la proposition / version de la proposition : 13/07/2016 – VF2

Date de la première réunion de qualification : 04/05/2016

Chrono du projet: FNCDG_SDI

UGAP L'ACHAT PUBLIC

BearingPoint KURT SALMON SOLUCOM

Revue de notre proposition

Synthèse de nos échanges

Nous tenons à vous remercier pour l'attention que vous nous avez accordée lors de notre rencontre du 7 juillet et pour la qualité de nos échanges à cette occasion. Faisant suite à vos retours, nous avons ajusté notre proposition dans la présente version du 11/07 en intégrant les **aménagements techniques** suivants :

- **Concernant le planning de réalisation des travaux**
  - Allongement de la période de collecte des données de 3 à 4 semaines afin de permettre un retour des CDG le plus exhaustif possible. La durée de la phase 2 passe ainsi de 11 à 12 semaines
  - Allongement de la phase 3 de définition des scénarios cibles et de la trajectoire, de 6 à 7 semaines pour un meilleur cadencement des ateliers de co-construction et permettre à l'ensemble des parties prenantes de valider un scénario d'évolution partagé par tous

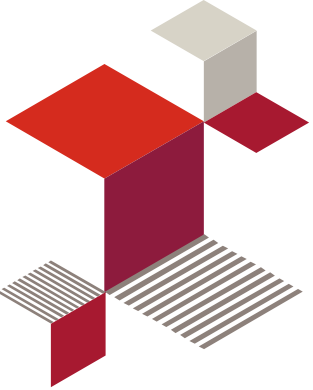
En conséquence, la date d'échéance de notre intervention sera reportée à la 3e semaine de janvier. Lors de l'Assemblée générale du 15/12, seront ainsi présenté a minima l'analyse de l'existant ainsi que les premières pistes d'évolution partagées en séances de travail. Selon la maturité du schéma directeur en date du 15/12, sa validation pourra être envisagée en assemblée extraordinaire de janvier.

- **Concernant les optimisations possibles de la démarche pour un budget révisé sans impacter la qualité des livrables prévus**
  - Conduite de 3 entretiens préliminaires avec les représentants des 3 Alliances informatiques (focalisés sur l'évaluation des coûts et le niveau d'obsolescence technique des applications) au lieu de 10 entretiens initialement prévus avec l'ensemble du groupe pilote (phase 2)
  - Prise en charge par les Alliances informatiques et le groupe pilote du recueil des informations techniques relatives à l'obsolescence et financières (coût de maintenance…) des CDG dépendant de leur périmètre, en parallèle de la collecte de données au travers de la grille d'analyse (phase 2)
  - Analyse de l'existant focalisée en priorité sur les CDG membres du groupe projet
  - Réalisation de 6 visites (dont 3 en province (*)) sur site d'analyse des besoins métier au lieu de 10 initialement prévues (phase 2)
  - Formalisation et présentation d'un benchmark interne aux CDG (pas de benchmark externe aux CDG) dans le cadre de l'atelier de validation de la cartographie applicative et fonctionnelle avec le groupe pilote (phase 2)
  - Fusion de deux ateliers en phase 3

Compte-tenu de l'intérêt que nous portons au projet, BearingPoint prendra en charge, à titre d'**effort commercial**, la présentation des principaux travaux dans le cadre des 3 réunions du groupe projet : présentation de la grille d'analyse, de la cartographie applicative et fonctionnelle et du rapport final. La charge ainsi non facturée, au titre de l'animation et de la préparation des réunions s'élève à 12 450€.HT

(*) sur des sites accessibles en moins de 2h depuis Paris

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom



Sommaire

Contact

Présentation du marché UGAP et de BearingPoint

Contexte et enjeux

Compréhension du besoin

Prestations attendues

Equipe pressentie

Tableau de correspondance

Annexe

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

BearingPoint KURT SALMON SOLUCOM

Contact
Points de contacts techniques et commerciaux

Nicolas Chou, chargé d'affaires
Département prestations intellectuelles

UGAP
1 boulevard Archimède
Champs-sur-Marne
77444 Marne la Vallée Cedex 2

nchou@ugap.fr

F +33 1 64 73 20 15
M +33 6 66 48 82 30
www.ugap.fr

Jérôme de Badereau, associé



BearingPoint
Immeuble Galilée
51, esplanade du Général de Gaulle
92907 Paris la Défense Cedex
France
jerome.debadereau@bearingpoint.com

F +33 1 58 86 50 00
M +33 6 12 78 86 15
www.bearingpoint.com

Isabelle Giot, senior manager



BearingPoint
Immeuble Galilée
51, esplanade du Général de Gaulle
92907 Paris la Défense Cedex
France
isabelle.giot@bearingpoint.com

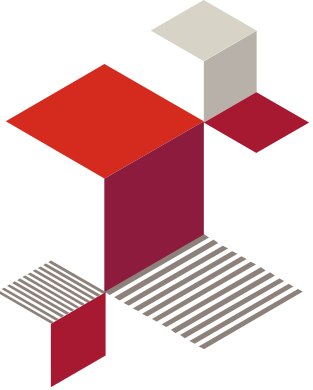
F +33 1 58 86 50 00
M +33 6 25 02 55 54
www.bearingpoint.com

Clarisse Lemouton, senior manager



BearingPoint
Immeuble Galilée
51, esplanade du Général de Gaulle
92907 Paris la Défense Cedex
France
clarisse.lemouton@bearingpoint.com

F +33 1 58 86 50 00
M +33 6 21 01 05 98
www.bearingpoint.com



Sommaire

Contact

Présentation du marché UGAP et de BearingPoint

Contexte et enjeux

Compréhension du besoin

Prestations attendues

Equipe pressentie

Tableau de correspondance

Annexe

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

BearingPoint KURT SALMON SOLUCOM

Périmètre du marché UGAP Conseil SI et Telecom

Marché UGAP

6 UO – Conseil en SI & Telecom
1 Appui à la réalisation d'un schéma directeur informatique
2 Audit technique d'une application informatique
3 Audit fonctionnel du système d'information
4 Audit de projet informatique
5 Bilan de projet informatique
6 Architecture d'un domaine applicatif

Catalogue d'offres de services (extrait)

Offres de services enrichies par les centres de compétence	
1 Transformation numérique • Excellence opérationnelle du SI • Fusion et séparation de SI • Alignement des SI aux besoins métiers et réglementaires	4 Diagnostic de projet informatique • Sécurisation de projet informatique • Audit pré-implémentation • Audit post-implémentation
2 Audit de code • Audit technique d'architecture de l'application • Audit de performance de l'application • Audit de conformité technique	5 • Bilan d'un projet et impacts sur le SI, quel que soit le domaine métier
3 • Audit de conformité fonctionnelle • Audit de conformité réglementaire • Audit de dysfonctionnement • Audit de données	6 Refonte ou Conception d'un domaine applicatif de gestion • Refonte ou conception d'un socle applicatif digital • Architecture d'un service d'infrastructure ou de télécom

BearingPoint, mandataire, et Solucom, son co-traitant, sont le groupement titulaire du marché UGAP « Conseil en SI et Télécom » depuis le 22 mars 2016.

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

Nos références UGAP en cours en matière d'appui à la réalisation d'un schéma directeur informatique

Alfortville - Boissy-Saint-Léger - Bonneuil-sur-Marne
Chennevières-sur-Marne - Créteil - La Queue-en-Brie
TERRITOIRE 11
Le Plessis-Trévise - Limeil-Brévannes - Mandres-les-Roses
Marolles-en-Brie - Noiseau - Ormesson-sur-Marne
Périgny-sur-Yerres - Santeny - Sucy-en-Brie - Villecresnes

SCHEMA DIRECTEUR INFORMATIQUE DU NOUVEL ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL

- Cohabitation des différents SI (aspects applicatifs et technologiques)
- Clarification des interactions des différents SI et de l'organisation des équipes
- Identification des axes d'évolution à moyen terme

ANRU
Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

CADRAGE DES FONCTIONNALITÉS CŒUR DU SI RÉNOVATION URBAINE

- Démarche de rénovation SI
- Schéma directeur
- Feuille de route de la transformation

DEPAFI

SCHÉMA DIRECTEUR DES SI FINANCIERS

- Scénarios d'urbanisation des applications ministérielles métier
- Scénarios d'évolution des infocentres financiers

BnF

SCHÉMA DIRECTEUR INFORMATIQUE

- Analyse de l'existant, besoins et contraintes
- Définition des objectifs à moyen et long terme
- Définition de la trajectoire et du plan projet

MAIRIE DE PARIS

APPUI À LA STRATÉGIE ET FEUILLE DE ROUTE À COURT ET MOYEN TERMES DU SIRH DE LA VILLE DE PARIS

- Identification du scénario d'évolution SIRH et de ses variantes
- Elaboration de la feuille de route détaillée 2017-2020

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

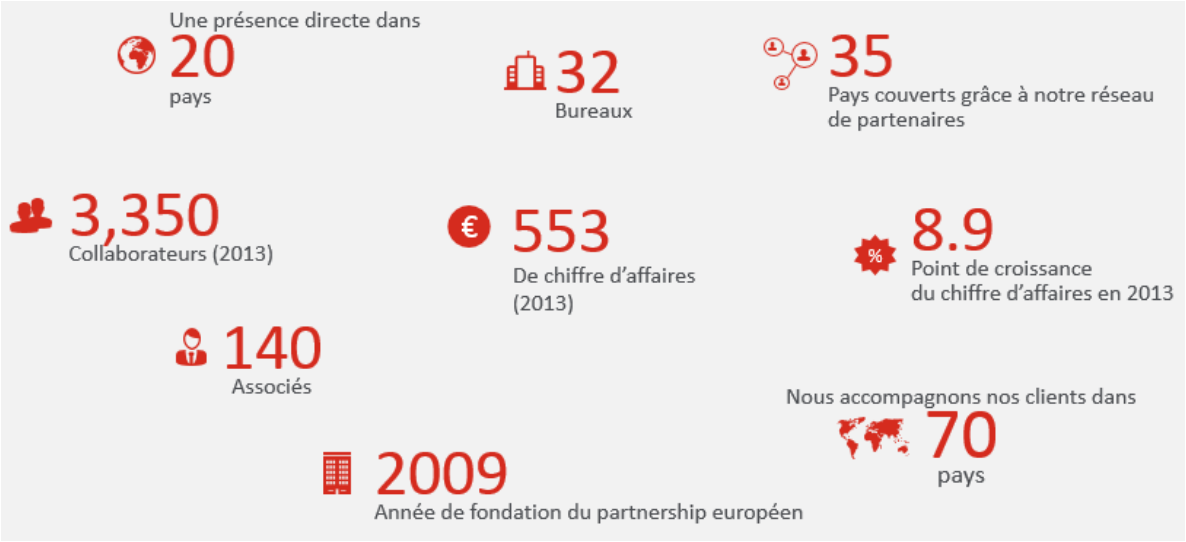
Nos atouts pour répondre à vos attentes

Notre cœur de métier est le Business Consulting basé sur des compétences en management, technologies et transformation

Business Consulting

- **Axé sur des résultats concrets**
- **Définition des stratégies fonctionnelles**
- **Optimisation des modèles opérationnels et des processus**
- **Mise en œuvre de la stratégie et gestion du changement**
- **Basé sur les compétences les plus pointues en management et technologies**

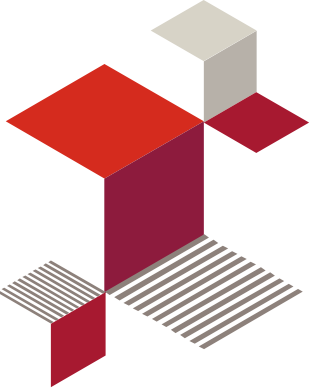
BearingPoint



Créer durablement de la valeur pour nos clients

- Nous connaissons nos clients et leur culture, et nos consultants font de leurs objectifs leur priorité.
- Nous sommes un partenaire de confiance et indépendant. Nous cherchons à améliorer durablement et concrètement les activités de nos clients.
- Notre connaissance approfondie des métiers de nos clients nous permet d'imaginer des démarches uniques pour transformer les organisations, les processus et les systèmes d'information.
- Nous sommes animés d'un fort esprit collaboratif. Nous personnalisons nos approches et livrables selon les besoins spécifiques de nos clients.
- Nous travaillons avec efficacité pour obtenir des résultats durables. Nous tenons nos engagements.

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Soldecom



Sommaire

Contact

Présentation du marché UGAP et de BearingPoint

Contexte et enjeux

Compréhension du besoin

Prestations attendues

Equipe pressentie

Tableau de correspondance

Annexe

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

BearingPoint KURT SALMON SOLUCOM

Contexte (1/3)

Les centres de gestion sont des partenaires incontournables des collectivités territoriales

- Association loi de 1901 dirigée par un conseil d'administration de 40 membres présidents de centres de gestion adhérents, la Fédération nationale des centres de gestion (FNCDG) regroupe l'ensemble des 97 centres au niveau national. Elle a pour objectif de **coordonner la mise en œuvre des compétences et les orientations de l'ensemble des centres départementaux de gestion (CDG)**.
- Créés par les lois du 26 janvier 1984, les CDG sont des **établissements publics locaux à caractère administratif implantés au sein de chaque département** (hors cas particulier de la région parisienne) avec un centre coordonnateur par région. Chaque établissement est piloté par un conseil d'administration composé d'élus locaux.
- **Le regroupement d'intercommunalités impulsé par la réforme des territoire impacte les CDG qui doivent faire face à un renforcement des contraintes financières (baisse du nombre de collectivités affiliées, diminution des bases salariales) dans le cadre d'une politique de réduction des dépenses et d'optimisation des coûts.** L'adhésion à un CDG est obligatoire pour les collectivités de moins de 350 habitants et leurs établissements publics, mais reste facultative pour les autres collectivités. **60 % d'entre elles sont néanmoins volontairement adhérentes, les CDG étant majoritairement perçus comme un tiers de confiance.**
- **Les périmètres d'intervention et les niveaux de service assurés par les CDG sont hétérogènes en fonction des contrats passés avec les collectivités, certaines missions étant exercées à titre obligatoire et d'autres étant facultatives.** Au niveau régional ou interrégional, les centres concluent une charte par laquelle ils désignent un centre de gestion coordonnateur et déterminent les missions qu'ils souhaitent gérer en commun.
- Pour l'exercice des missions dites obligatoires, **une cotisation est versée par les collectivités affiliées à un centre**, assise sur la masse salariale. Les collectivités non affiliées remboursent aux centres les dépenses effectuées à leur profit.

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

Contexte (2/3)

Dans un contexte de réforme de l'administration territoriale, les centres de gestion sont confrontés à une évolution de leurs missions afin de mieux répondre aux besoins des collectivités

MISSIONS OBLIGATOIRES BÉNÉFICIANT À L'ENSEMBLE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

- La publicité des créations, vacances d'emplois de catégorie A*, B et C
- La publicité des listes d'aptitude
- La prise en charge des fonctionnaires des catégories A, **B*** et C momentanément privés d'emplois
- Le reclassement des fonctionnaires de catégories A, **B*** et C devenus inaptes à l'exercice de leurs fonctions
- Le fonctionnement des conseils de discipline de recours*
- L'aide aux fonctionnaires à la recherche d'un emploi après une période de disponibilité
- **La gestion des observatoires régionaux de l'emploi**

MISSIONS OBLIGATOIRES BÉNÉFICIANT AUX COMMUNES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS AFFILIÉS

- L'organisation des concours et examens professionnels des catégories A, **B*** et C et l'établissement des listes d'aptitude
- La publicité des tableaux d'avancement
- Le fonctionnement des CAP et des conseils de discipline
- *Le secrétariat des commissions de réforme*
- *Le secrétariat des comités médicaux*
- Le fonctionnement des comités techniques
- Le calcul du crédit du temps syndical et le remboursement des charges salariales afférentes à l'utilisation de ce crédit
- *Un avis consultatif dans le cadre de la procédure du recours administratif préalable obligatoire*
- *Une assistance juridique statutaire* ***y compris pour la fonction de référent déontologue***
- *Une assistance au recrutement et un accompagnement individuel de la mobilité des agents hors de leur collectivité ou établissement d'origine*
- *Une assistance à la fiabilisation des comptes de droits en matière de retraite*
- **Le secrétariat des commissions paritaires**

MISSIONS POUVANT ÊTRE CONFIÉES AUX CENTRES DE GESTION À TITRE FACULTATIF

- L'assistance administrative à la gestion des agents des collectivités territoriales et établissements publics affiliés **et des missions d'archivage, de numérisation, de conseils en organisation et de conseils juridiques, à la demande des collectivités et établissements**
- Le recrutement d'agents pour le compte de collectivités territoriales
- La mise à disposition de fonctionnaires affectés à des missions permanentes à temps non complet
- La gestion de l'action sociale de services sociaux (souscription de contrats-cadres pour prestations action sociale et santé et prévoyance)
- La souscription de contrats d'assurances
- Le conseil de la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité
- La gestion administrative des comptes épargne temps
- Le concours apporté aux organismes de retraite

Mission élargie ou nouvelle (loi du 20 avril 2016)

Mission relevant du bloc de prestations indivisible à adhésion facultative

Mission pouvant être gérée en commun dans le cadre de la coordination régionale ou interrégionale*

Contexte (3/3)

Afin de faire face à l'évolution des missions et des besoins informatiques des centres de gestion, il est nécessaire de renforcer et d'élargir la mutualisation des SI

- La plupart des centres de gestion se sont regroupés au sein de **3 coopérations informatiques** dans une volonté de mutualisation des moyens techniques ayant pour objet de rationaliser l'élaboration d'outils informatiques de gestion :
  - **Grand Ouest +,** coopération regroupant neuf CDG partenaires ainsi que des CDG et collectivités adhérents et coordonnée par le CDG 35.
  - **Alliance de l'Est** dont l'action est coordonnée par le CDG 54 et regroupant environ 70 centres.
  - Environ 38 CDG se sont également **associés avec le CNFPT pour créer le portail Emploi territorial,** permettant notamment de consulter des annonces, de déposer un CV ou de consulter des informations sur les métiers de l'emploi territoriaux.
  - Quelques CDG n'appartiennent à aucune coopération et ont développé leurs propres applications.
- Ces coopérations à périmètre variable proposent aux centres adhérents un **catalogue de services applicatifs a minima** qu'ils sont libres d'utiliser en fonction de leurs besoins.
- **Malgré cette première étape de mutualisation, le parc applicatif des centres de gestion demeure aujourd'hui très hétérogène**. Le schéma directeur informatique mutualisé doit permettre de **renforcer et d'élargir cette mutualisation à un niveau national afin de répondre à l'évolution des missions remplies par les centres de gestion et aux attentes de leurs partenaires**. Une attention particulière doit également être portée au degré **d'obsolescence** de certaines applications.
- En parallèle aux travaux sur la construction du schéma directeur mutualisé portés par la FNCDG, les réflexions en cours sur la définition de la structure juridique en charge de son portage ont abouti à un projet de **constitution d'un groupement d'intérêt public (GIP).** Les coopérations informatiques existantes seront libres de rejoindre le GIP si elles le souhaitent.
- Le groupement aura notamment pour objectifs de **mutualiser les moyens et solutions informatiques mis à disposition des centres et de nouer tout partenariat utile pour ce faire.**

Evolution des métiers, évolution des besoins des collectivités et des établissements publics, rationalisation du parc applicatif, optimisation de la performance, évaluation de l'obsolescence des applications et de la qualité de service constituent des entrants clés pour le schéma directeur mutualisé des SI des centres de la FNCDG

Sommaire

Contact

Présentation du marché UGAP et de BearingPoint

Contexte et enjeux

Compréhension du besoin

Prestations attendues

Equipe pressentie

Tableau de correspondance

Annexe

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

Compréhension du besoin (1/3)

Périmètre

- Le périmètre englobe la **totalité des domaines fonctionnels aujourd'hui pris en charge par les centres de gestion** dans le cadre de l'exercice de :
  - Leurs missions obligatoires,
  - Les missions facultatives.
- Font également partie du périmètre du schéma directeur, les **applications métiers et support existantes** au sein de l'ensemble des centres de gestion ainsi que les **projets applicatifs**. Il n'existe pas aujourd'hui de vision exhaustive de l'ensemble du parc applicatif existant.
- **L'infrastructure d'équipement et le parc matériel informatique**, qui restent du ressort de chaque centre de gestion, **ne sont donc pas inclus** dans le périmètre du projet. A noter d'une part, que les évolutions liées au schéma informatique mutualisé impacteront la couche infrastructure et, d'autre part, qu'une intervention sur ce périmètre permettrait de générer d'importants gains potentiels.

Objectifs

- **Réaliser le schéma directeur informatique** de l'établissement en tenant compte :
  - Des premières mutualisations réalisées et qu'il convient d'optimiser
  - Des orientations stratégiques de la fédération
  - De l'évolution des centres de gestion dont les missions porteront davantage sur l'analyse de données et l'accompagnement personnalisé auprès des collectivités
  - Des besoins exprimés par les utilisateurs métier des centres de gestion
- **Disposer d'un état des lieux exhaustif de l'existant** permettant de réaliser une analyse du métier, de la valeur métier des applications et de leur performance technique
- **Disposer d'une vision prospective** du SI mutualisé des centres de gestion de façon détaillée à horizon 2019
- **Quantifier les objectifs et définir la trajectoire** y afférant
- **Travailler en mode collaboratif** pour comprendre l'existant, les contraintes spécifiques et les besoins avec les multiples parties prenantes (centres de gestion, FNCDG, ANDCDG, coopérations informatiques).

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

Compréhension du besoin (2/3)

Une démarche adaptée à vos enjeux

Notre compréhension de vos enjeux	Implications sur la démarche proposée
1 **Les SI des centres de gestion doivent être rationnalisés afin de proposer des niveaux de service, de performance et de couverture fonctionnelle homogènes**	• Approfondir la première phase de mutualisation amorcée avec la mise en place des trois coopérations informatiques en élaborant des **scénarios d'évolution des applications consolidant la cohérence des SI** • Analyser l'existant afin de **sélectionner les outils les plus performants utilisés** par les CDG • D**évelopper l'intéropérabilité** entre les différentes briques des systèmes d'information à travers la mise en place d'espaces collaboratifs • Evaluer **l'obsolescence** de certaines applications et chiffrer le coût d'une éventuelle refonte
2 **Le schéma doit permettre de clarifier et homogénéiser le périmètre d'intervention et le niveau de service rendu par les différents CDG**	• **Analyser le périmètre d'intervention et le niveau de service rendu** par chaque centre de gestion • Intégrer aux travaux une réflexion sur l'évolution des attentes des collectivités en matière de **service rendu par les centres de gestion**
3 **Le schéma directeur doit prendre en compte l'élargissement du périmètre d'intervention des centres de gestion**	• **Anticiper les évolutions technologiques à venir** afin d'éviter le phénomène d'obsolescence des SI • **Analyser les impacts de l'élargissement du périmètre d'intervention** des CDG avec les métiers et les responsables SI (renforcement de l'analyse des données et l'accompagnement personnalisé auprès des collectivités) • **Moderniser les outils existants** en optimisant le niveau de performance et la qualité des outils utilisés

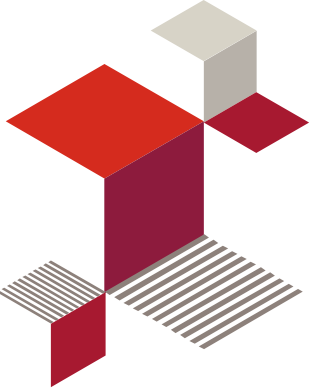
Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

Compréhension du besoin (3/3)

Une démarche adaptée à vos enjeux

Notre compréhension de vos enjeux	Implications sur la démarche proposée
4 **La démarche de réalisation du schéma directeur SI doit créer l'adhésion des parties prenantes à un scénario cible dans des délais contraints**	• Bénéficier du soutien de la FNCDG à travers une **forte implication du chef de projet** • Structurer le projet autour d'une **gouvernance de projet robuste et clairement définie** • Favoriser une **participation représentative** des différentes coopérations et CDG aux instances projets, notamment à travers la constitution d'un groupe pilote • Mener des entretiens avec **un échantillon des acteurs clés** (ex : remontées des utilisateurs métiers) • Impliquer le groupe pilote dans la définition de la cible au travers **d'ateliers de co-construction** • **Communiquer** sur les avancées, résultats et bénéfices de la démarche de réalisation du schéma directeur
5 **La mise en place du schéma directeur mutualisé doit permettre de répondre aux enjeux d'amélioration de la qualité des services publics dans le cadre de la modernisation de l'Etat**	• Formaliser le schéma dans le respect des **contraintes législatives s'appliquant aux administrations en matière de numérique** (protection des données personnelles, RGS, RGA, RGI) • Permettre la **mise à disposition des données brutes anonymisées** gérées par les centres de gestion grâce à **la mise en place d'un outil mutualisé** (mouvement d'open data) • Veiller au **renforcement du lien avec les collectivités** dans le cadre du **développement concerté de l'administration numérique territoriale** (ex: simplification, renforcement du lien avec l'usager, évaluation systématique des projets d'administration numérique)

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom



Sommaire

Contact

Présentation du marché UGAP et de BearingPoint

Contexte et enjeux

Compréhension du besoin

Prestations attendues

Equipe pressentie

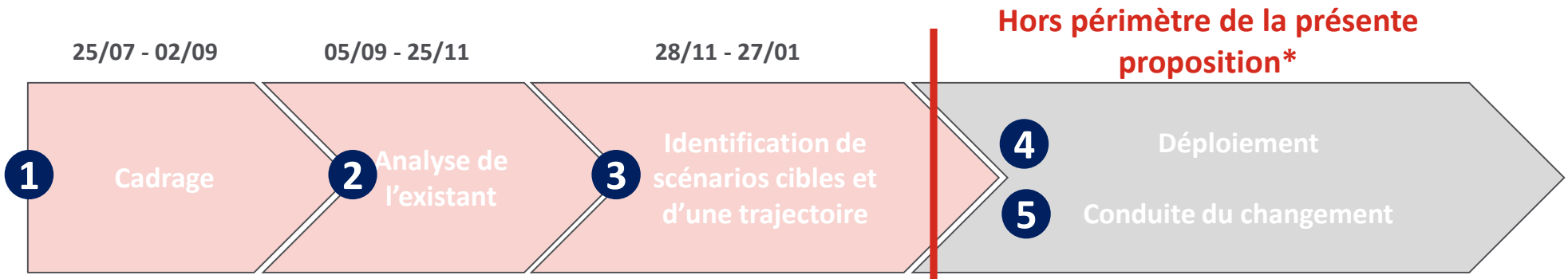
Tableau de correspondance

Annexe

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

BearingPoint KURT SALMON SOLUCOM

Calendrier global du déroulé du schéma directeur SI



Cadrage
Cadrage du projet, définition des rôles, objectifs

Analyse de l'existant
Etat des lieux et identification des optimisations et mutualisations possibles

Identification de scénarios cibles et définition de la trajectoire
Proposition de scénarios cibles et de la trajectoire de mise en œuvre (à maille macroscopique)

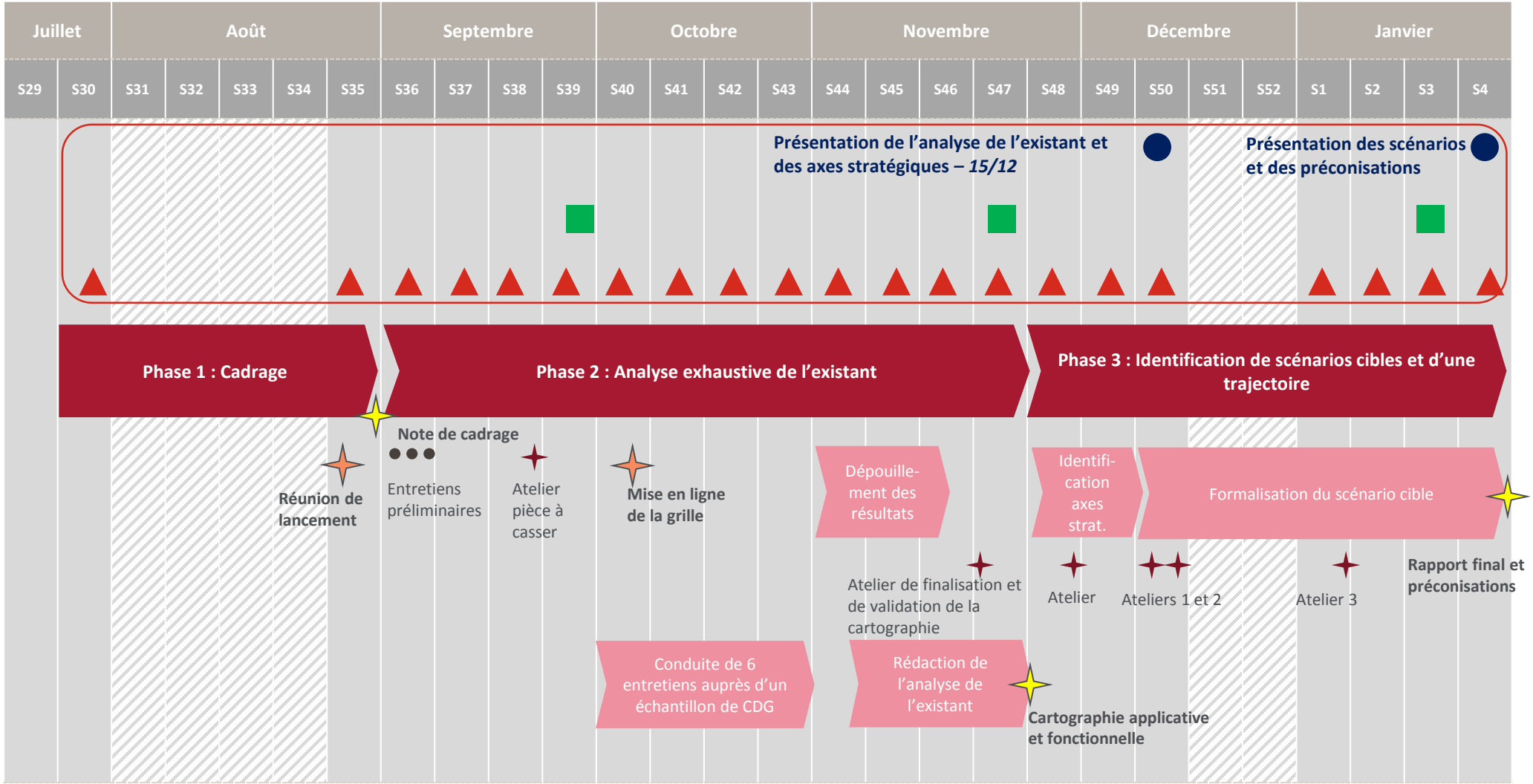
Déploiement
Appui et mise en œuvre de la cible

Conduite du changement
Préparation : analyse de l'existant, comitologie, séminaires, chantiers de préparation
Conception, suivi et mise en œuvre d'un plan d'actions

** Ces prestations donneront lieu à une autre proposition sur un vecteur contractuel distinct*

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

Proposition de planning



Point projet Groupe projet Assemblée générale Période neutralisée

Le calendrier proposé ci-dessus repose sur deux hypothèses :
- **La disponibilité et la continuité du groupe pilote**
- **La mise à disposition par la FNCDG d'un chef de projet dédié**

Gouvernance du projet

Instance	Objectifs	Fréquence	Participants aux réunions
Groupe pilote	• Partager et enrichir les analyses des consultants • Contribuer à la formation de la grille d'analyse de l'existant et du rapport final	• 1 réunion de lancement • 2 ateliers en phase 2 • 4 ateliers en phase 3	• Frédéric CASTOLDI, Directeur du CDG 38 (Emploi Territorial) • Sylvain DEFROMONT, Responsable de la direction des systèmes d'information du CDG 59 (Alliance Informatique des CDG) • Alain FAIVRE, Directeur du CDG 57 (Alliance Informatique des CDG) • Jean-Paul HUBY, Directeur du CDG 35 (ANDCDG et GO+) • Jean-Michel PAVIOT (GO+) • Thierry SENAMAUD, Directeur FNCDG (Fédération) • Jean-Jacques TREELS, Directeur du CDG du Nord (Alliance Informatique des CDG) • Vincent DECAUX, Directeur du département moyens techniques du CIG de la Grande couronne (CIG GC) • David HUIN, Chef du service Assistance à Maîtrise d'Ouvrage à la DSI du CIG petite couronne • Frédérique PIERRESTIGER, CDG 60 • Benoît BUCHHOLZER, Coordonnateur technique Alliance Informatique. • BearingPoint
Groupe projet	• Prendre connaissance des principaux travaux : ○ Grille d'analyse de l'existant (phase 2) ○ Cartographie fonctionnelle et applicative (phase 2) ○ Rapport final et préconisations (phase 3)	• Fin septembre • Mi novembre • Fin janvier	• Représentants de la FNCDG • Représentants de l'ANDCDG • Représentants des CDG • BearingPoint
Point projet	• Partager les orientations et objectifs des travaux • Echanger sur l'avancement des travaux • Partager les facteurs de réussite et les points de blocage • Valider les orientations structurantes des travaux et les livrables	Hebdomadaire	• Chef de projet FNCDG • BearingPoint

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

Phase 1 : Cadrage du projet
Démarche détaillée

Objectifs

- **Définir le planning de la prestation**
- **Valider les modalités de la prestation (livrables) et du projet (plan de charge, planning)**

Activités

Collecter et analyser l'ensemble de la documentation disponible, comme par exemple :

- CR réunions ayant porté sur le schéma directeur informatique mutualisé (AG, bureau, commission informatique, groupements)
- Travaux de la commission informatique sur le sujet
- Rapport d'activité, organisation, statuts, gouvernance des 3 groupements informatiques
- Questionnaire ayant permis de réaliser un premier état des lieux mentionné dans la note de cadrage
- Liste des applications aujourd'hui utilisées
- Retours des CDG, utilisateurs sur l'organisation informatique actuelle
- Etc.

Organisation des activités projet et lancement :

- Planification de l'ensemble des jalons de pilotage du projet
- Conduite de 2 entretiens préliminaires avec le chef de projet/directeur de la FNCDG
- Planification des entretiens à réaliser lors des différentes phases
- Prise en compte des différentes contraintes opérationnelles et construction d'un calendrier de rendez-vous détaillé
- Préparation et animation d'une réunion de lancement permettant de cadrer les travaux
- Formalisation de la note de cadrage

Acteurs

- FNCDG
- Groupe pilote
- BearingPoint

Livrables

- Support de réunion de lancement
- Note de cadrage du projet

Pré-requis

- Disponibilité du groupe pilote
- Revalidation des enjeux et des besoins par le groupe pilote
- Mise à disposition du fond documentaire

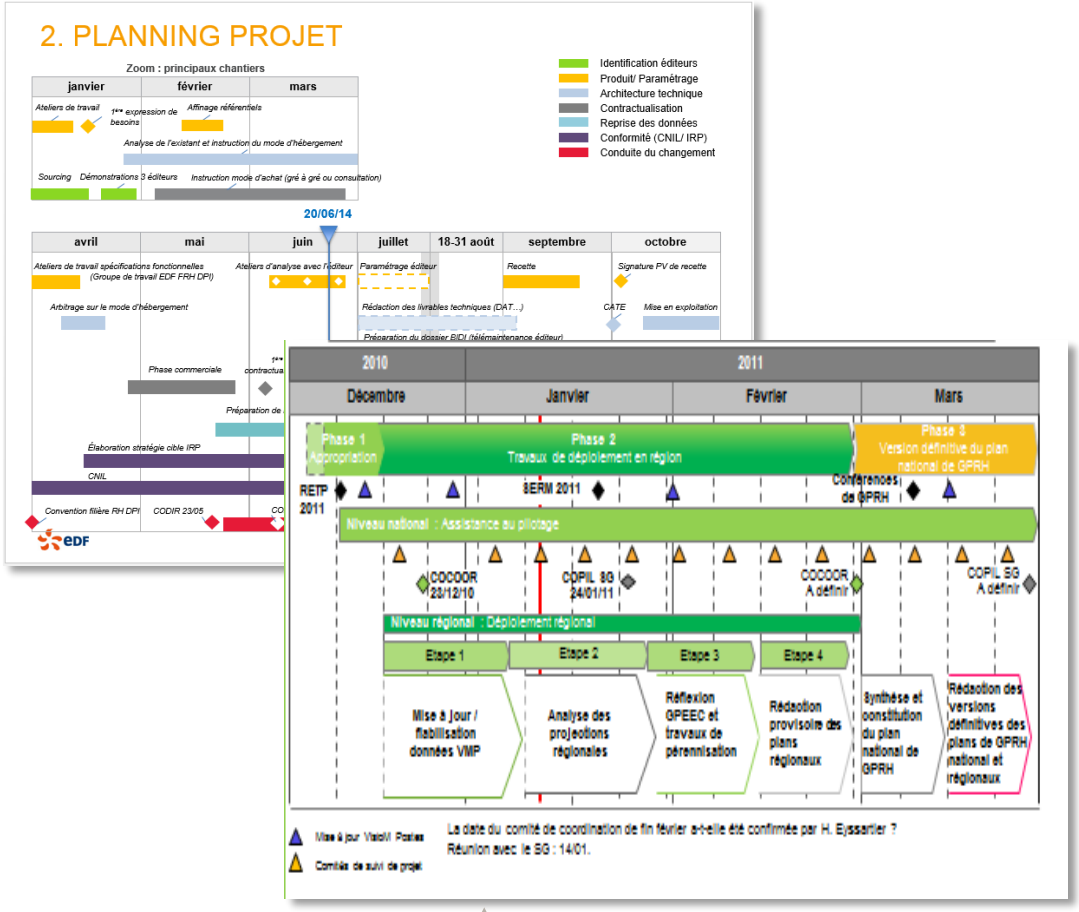
Durée

2 semaines

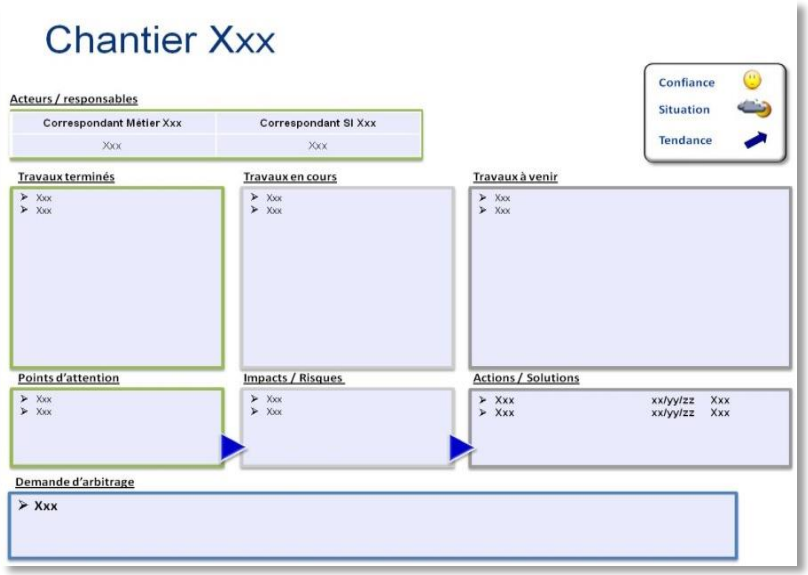
Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

Phase 1 : Cadrage du projet

Illustrations



Planning projet



Reporting hebdomadaire

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

Phase 2 : Analyse exhaustive de l'existant

Démarche détaillée

Objectifs

- **Définir précisément les périmètres d'intervention et les applications utilisées pour chaque centre de gestion**
- **Identifier les outils les plus performants aujourd'hui utilisés par les centres de gestion en appréciant le niveau de service apporté aux collectivités, le niveau de performance, le niveau de coût, le niveau de couverture fonctionnelle en vue d'établir un classement des meilleurs outils informatiques disponibles**

Activités

Construction d'une grille permettant le recueil des données fonctionnelles et applicatives auprès des centres de gestion

- Conduite de 3 entretiens préliminaires avec les membres du groupe pilote appartenant aux coopérations informatiques afin de construire une première version de la grille en chambre avec un focus sur l'évaluation des coûts et le niveau d'obsolescence technique des applications (*NB : le recueil des informations est assurée relatives aux informations techniques et financières est assurée par les 3 coopérations informatiques*).
- Construction de la première version de la grille et identification des indicateurs de qualité permettant de classifier les centres de gestion
- Organisation d'un atelier de travail « pièce à casser » avec le groupe pilote afin de valider la première version de la grille
- Présentation de la grille au groupe projet

Mise en ligne et transmission de la grille à l'ensemble des centres de gestion

- Préparation du support pédagogique d'aide au renseignement de la grille (*NB: Le groupe pilote assure la communication préalable auprès des CDG et la présentation du support pédagogique).*
- Mise en ligne de la grille pendant 4 semaines sur l'outil e-survey et envoi du lien aux CDG (*NB : Pour sécuriser l'analyse, le groupe pilote assure l'appui au renseignement de la grille, le suivi et veille à la qualité des données*).

Analyse qualitative des besoins métiers auprès des chefs de projet et des services informatiques

- Identification avec le groupe pilote d'un échantillon de 6 CDG représentatifs du périmètre applicatif et fonctionnel
- Visite de 6 sites en présentiel (*) auprès d'un échantillon de centres de gestion (évolution des missions et de l'organisation, projets pressentis, processus métiers, obsolescence des applications)

Cartographie fonctionnelle et applicative

- Réalisation de la cartographie applicative présentant une vision exhaustive des applications par domaine fonctionnel et intégrant pour chaque domaine fonctionnel, la cartographie des prestations à macro-maille, la revue de la couverture applicative, l'évaluation du niveau de service rendu, l'évaluation du niveau d'obsolescence et du coût par application (**)
- Organisation d'un atelier de validation de la cartographie intégrant un benchmark interne aux CDG avec le groupe pilote
- Présentation de la cartographie fonctionnelle et applicative au groupe projet

(*) sur des sites accessibles en moins de 2h depuis Paris

(**) L'analyse se focalisera en priorité sur les CDG membres du groupe projet

Acteurs

- FNCDG
- Groupe pilote
- Groupe projet
- Centres de gestion
- BearingPoint

Livrables

- Grille de recueil et d'analyse des données fonctionnelles, applicatives et organisationnelles
- CR des entretiens d'analyse des besoins
- Support pédagogique
- Cartographie fonctionnelle et applicative

Pré-requis

- Identification par le groupe pilote d'un relai au sein de chaque CDG du groupe projet en charge du renseignement de la grille
- Mobilisation de chaque CDG et de chaque coopération pour renseigner le questionnaire dans les délais
- Mobilisation du groupe pilote pour assurer l'appui aux CDG pour le renseignement de la grille
- Recueil par les alliances des informations techniques et financières des CDG
- Disponibilité du groupe pilote et du groupe projet
- Validation de la note de cadrage

Durée

12 semaines

Phase 2 : Analyse exhaustive de l'existant

Grille d'analyse : exemples d'informations demandées

Illustration non exhaustive

Organisation	Données RH (ex de missions obligatoires)	Outils informatiques
• Nombre d'employés gérés, niveau d'étude et description de leurs activités • Type de contrat • Durée moyenne du travail (répartition temps complet/temps partiel) • Evolution de l'effectif depuis 5 ans • Ancienneté moyenne dans le centre • Age moyen des employés • Nombre et type de services • Nombre et type de métiers • Nombre et type de processus formalisés • Nombre et type de missions proposées aux collectivités • Type de contrat de service passé avec les collectivités et établissements publics • Nombre de collectivités et établissements publics accompagnés • Nombre d'heures et type de formation proposés • Indicateurs de suivi de l'activité utilisés • Outils de reporting utilisés	**Suivi des carrières** • Nombre de dossiers individuels et de carrière gérés • Nombre de décisions individuelles traitées par les employeurs gérées • Nombre d'arrêtés d'avancement gérés • Nombre d'arrêtés de reclassement gérés • Nombre de rectificatifs d'avancement traités • Nombre de réclamations traitées pour complément de dossier **Organisation de concours** • Nombre de concours organisés • Nombre de dossiers gérés au total/par concours • Nombre de courriels traités dans la boîte mail « concours » • Nombre d'attestations d'inscription traitées • Nombre de journées d'épreuves • Nombre de réunions de jurys	• Nombre d'applications existantes • Type d'applications (excel,..) • Part des domaines fonctionnels couverte par les applications existantes • Type de système d'information • Intégration dans une alliance informatique • Nombre d'applications gérées au sein de l'alliance informatique • Choix d'un fournisseur externe/développement en tant que propriétaire

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

Phase 2 : Analyse exhaustive de l'existant

Exemples d'indicateurs de qualité par domaine

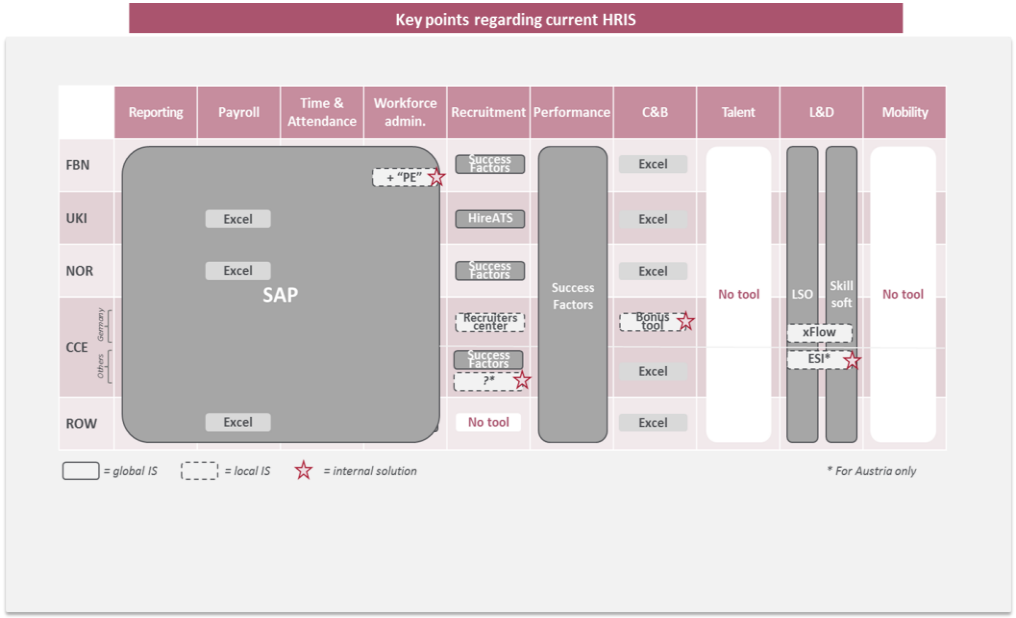
Illustration non exhaustive

Exemples de domaines fonctionnels	Exemples d'actions menées par les centres de gestion	Exemples d'indicateurs
Suivi des carrières des agents	• Envoi annuel des fiches individuelles de notation • Suivi de la règlementation en matière d'évolution des carrières	• Durée moyenne de traitement des réclamations • Nombre moyen de dossiers traités par employé
Offres et demandes d'emploi	• Publication des offres des collectivités • Validation des dossiers des demandeurs • Gestion des listes d'aptitude	• Durée moyenne de mise en ligne d'une offre • Durée moyenne de retour à l'emploi des fonctionnaires momentanément privés d'emploi inscrits
Organisation de concours et d'examens	• Mise à disposition d'annales et de fiches descriptives d'aide à la préparation • Traitement des dossiers d'inscription	• Part de courriers de refus envoyés hors délais • Durée moyenne du traitement d'un dossier d'inscription
Droit syndical	• Organisation des élections professionnelles • Prise en charge du coût salarial d'absences liées à des activités syndicales (DAS et ASA)	• Durée moyenne du remboursement du coût salarial correspondant à certaines absences syndicales
Fonctionnement des instances paritaires : commissions administratives paritaires, comités techniques, conseil de discipline	• Elaboration des ordres du jour, des avis et des procès-verbaux • Etude technique et juridique des dossiers soumis aux instances	• Nombre moyen de dossiers traités par agent • Nombre moyen de questions en lien avec l'activité du service posées par les collectivités traitées par agent
Gestion de la paye	• Réalisation mensuelle des états ou documents de paye • Veille juridique et conseil statutaire en matière de règlementation sur les rémunérations et les charges sociales et fiscales	• Temps moyen nécessaire pour la réalisation de la paye • Nombre moyen de questions sur les rémunérations et les charges traitées par agent

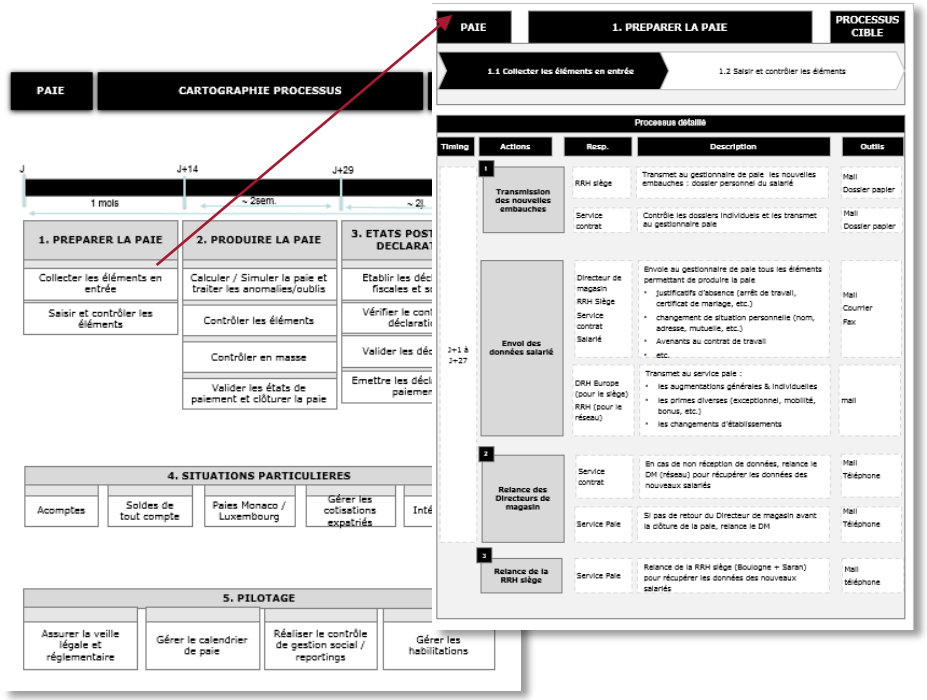
Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

Phase 2 : Analyse exhaustive de l'existant

Illustrations



Cartographie applicative et fonctionnelle d'un SIRH



Cartographie des processus

Processus détaillé

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

Phase 2 : Analyse exhaustive de l'existant

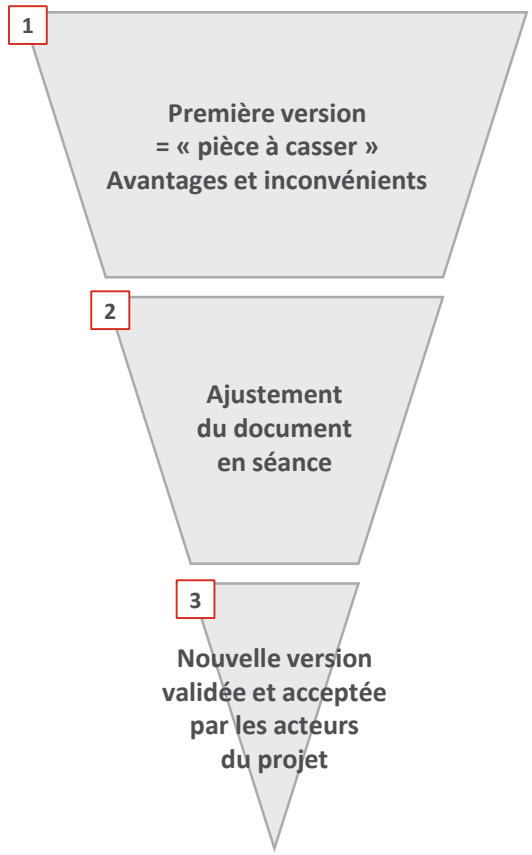
Méthodologie « pièce à casser »

Une démarche participative en ateliers de conception de la cible autour de « pièces à casser »

- **Pour éviter le syndrome de la page blanche en atelier, le consultant propose une première version du document, une « pièce à casser »**
  - C'est une « pièce » qui correspond à l'ensemble de ce qu'on cherche à produire (structure complète du document)
  - Mais elle est « à casser » car l'objectif n'est pas de la faire valider telle quelle par les participants mais de l'ajuster en séance en fonction des réactions des participants
  - Les avantages et inconvénients de chaque scénario sont formalisés pour décision ou proposition pour arbitrage
  - Des exemples issus d'autres organismes publics voire privés sont fournis

- **Cette démarche est avantageuse à trois niveaux**
  - Le premier travail de construction est fait en amont
    ➔ **Gain de temps** en atelier
  - Les participants se prononcent sur cette première version et réagissent en séance pour proposer des améliorations
    ➔ **Gain en termes d'efficacité et de pertinence**
  - Les participants sont acteurs de la construction de la pièce définitive
    ➔ **Meilleure appropriation du résultat**, ce qui facilite la conduite du changement

3 étapes de la démarche « pièce à casser »



Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

Phase 3 : Identification de scénarios cibles et d'une trajectoire
Démarche détaillée

Objectifs

- **Identifier les axes stratégiques du schéma directeur mutualisé en vue de déterminer les besoins à satisfaire compte tenu des évolutions futures**
- **Définir 1 scénario privilégié qui permettrait d'atteindre la cible définie pour 2019 selon 4 axes : stratégique, fonctionnel, organisationnel et financier**

Activités

Identification des axes stratégiques de la vision cible

- Analyse des besoins métier (ex: paye,…)
- Définition des orientations stratégiques d'évolution vers la mutualisation dans un atelier de co-construction
- Présentation des axes stratégiques et validation des macro scénarios cibles par le groupe pilote
- Présentation de l'analyse de l'existant et des axes stratégiques/macro scénarios cibles en Assemblée générale le 15/12

Ateliers de co-construction des scénarios d'évolution à travers des ateliers thématiques « pièce à casser » avec le groupe pilote

- Atelier de formalisation de l'architecture fonctionnelle et applicative des scénarios: synergies applicatives entre les différents SI, recours aux services Cloud…
- Atelier de définition des modèles d'organisation des scénarios : regroupement d'activités/de compétences, plan de formation et de compétences,
- Atelier de formalisation des trajectoires par scénario à échelle macro et de modélisation macroscopique des impacts financiers en fonction des choix cibles

Rédaction du rapport et des préconisations

- Rédaction du rapport final et des préconisations
- Présentation du rapport au groupe projet
- Formalisation du support et présentation des scénarios et des préconisations pour une présentation en Assemblée générale extraordinaire

Acteurs

- FNCDG
- Groupe pilote
- Groupe projet
- Centres de gestion
- BearingPoint

Livrables

- Support de présentation des axes stratégiques
- Rapport final et préconisations pour le choix du scénario cible

Pré-requis

- Validation des livrables de la phase 1
- Disponibilité du groupe pilote et du groupe projet
- Tenue de l'Assemblée générale extraordinaire la troisième semaine de janvier

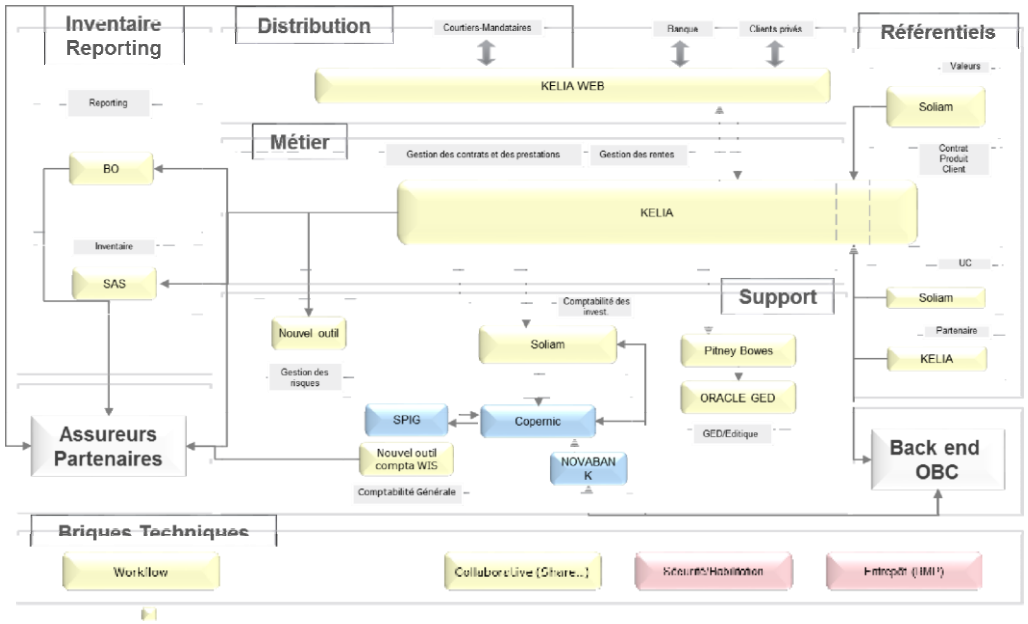
Durée

7 semaines

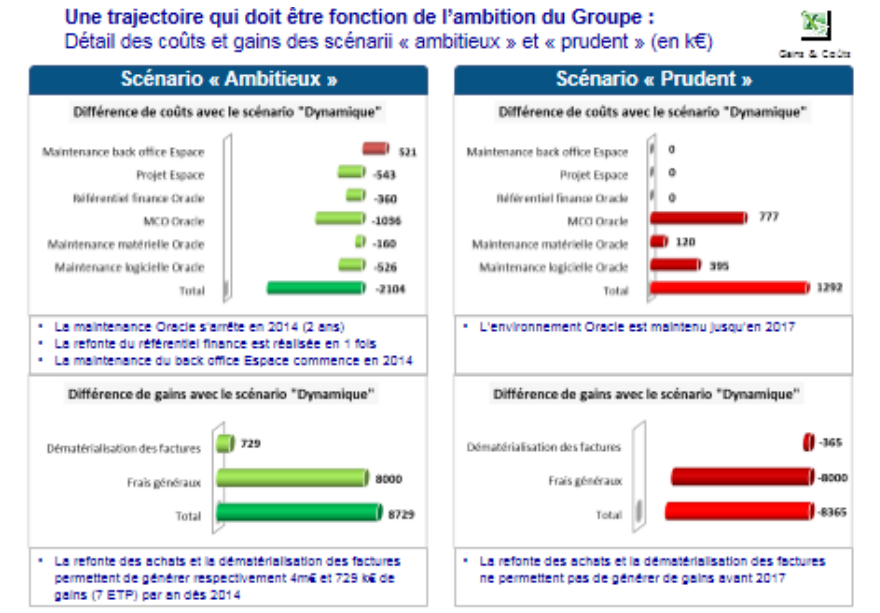
Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

Phase 3 : Identification de scénarios cibles et d'une trajectoire

Illustrations



Proposition de SI cible



Trajectoire

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

Sommaire

Contact

Présentation du marché UGAP et de BearingPoint

Contexte et enjeux

Compréhension du besoin

Prestations attendues

Equipe pressentie

Tableau de correspondance

Annexe

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

Equipe cœur pressentie

Associé (profil de directeur de projet) 27 ans d'expérience	**Pilotage stratégique** • Spécialiste du secteur public disposant de plus de 18 années d'expérience. • Son rôle sera de s'assurer de l'atteinte des objectifs communs de la FNCDG et de BearingPoint dans le cadre de la prestation de réalisation du schéma directeur SI mutualisé.
Directeur de projet stratégique 15 ans d'expérience	**Pilotage stratégique et de l'engagement** • Expert disposant de nombreuses années d'expérience de transformation d'organisations et d'appui à la conduite de projets d'envergure pour le secteur public, au niveau national comme au niveau territorial. • Son rôle sera de s'assurer de l'atteinte des objectifs communs de la FNCDG et de BearingPoint dans le cadre de la prestation et de participer aux instances opérationnelles.
Directeur de projet opérationnel 14 ans d'expérience	**Pilotage opérationnel** • Expert du conseil en SIRH ayant mené de nombreuses missions de transformation et refonte de processus, conduite du changement, de réalisation de conception fonctionnelle. • Son rôle sera de mener à son terme les activités de réalisation du schéma directeur en réponse aux enjeux de la FNCDG.
1 consultant sénior 7 ans d'expérience	**Réalisation de la mission** • Disposant de solides expériences auprès de structures publiques sur des problématiques liées aux RH et à l'organisation de la fonction SI, les consultants réaliseront les activités de production des livrables du schéma directeur SI sous la supervision du chef de projet. • Ils interviendront sur l'ensemble des phases du schéma directeur SI mutualisé.
Expertise Architecture Technique (profil de directeur de projet) 16 ans d'expérience	• Apporte son expertise à l'équipe en matière de conception et de mise en œuvre de grands chantiers de transformation des structures IT. • Il est présent aux grands moments du projet.

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

JdB

Associé de l'équipe secteur public de BearingPoint, JdB a conduit depuis plus de 25 ans de nombreuses missions de mise en œuvre, d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de réorganisation et d'accompagnement de la transformation de nombreuses organisations pour l'ensemble du secteur public. Il est intervenu auprès de nombreux ministères, mais aussi de collectivités territoriales et d'établissements publics.

Formation

ESCP (ESCP Europe), Maîtrise de Sciences Economiques (Paris II - Panthéon Assas)

Expériences significatives

- **Direction interministérielle du numérique et des Systèmes d'Information et de Communication de l'Etat (DINSIC)**

— Organisation d'un séminaire interministériel regroupant la DINSIC, les DSI / et les Responsables ministériels des achats pour identifier les pistes d'optimisation du fonctionnement entre fonction achat et fonction informatique

— Identification de pistes de mutualisation des développements, de l'exploitation entre ministères dans le cadre du programme SIRH-Paye de l'Etat et dans la définition de la feuille de route de HRACESS

— Pilotage de la mission « Refondation du programme ONP (analyse de la valeur et du retour sur Investissement du projet, Evaluation des pistes techniques, planification des déploiements industriels,…)

- **CNAMTS**

— Schéma directeur informatique de la Branche dans ses dimensions fonctionnelles, organisationnelles et techniques

- **DGFiP – Mission Hélios – DRFiP75 – Ville de Paris**
  Mise en place d'échange dématérialisé entre l'ordonnateur et le Comptable Public

— Assistance de la DGFiP dans la mise en place de la réception de pièce dématérialisée dans l'outil Hélios,

— Accompagnement de la DRFiP 75 dans la mise en place d'une organisation dématérialisée des services de la DRFiP75.

- **DGFiP Mission Hélios :**

— Intervention en tant qu'expert fonctionnel sur des problématiques complexes

— Responsable de la conception fonctionnelle de la solution et assistance au déploiement, coaching de la direction de programme.

- **Conseil régional d'Ile de France - Assistance à maîtrise d'ouvrage relative à la refonte du système information financier :**

— Etude fonctionnelle sur le système d'information financier, rédaction du cahier des charges, assistance au choix de progiciels, accompagnement dans la mise en œuvre.

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

CL

CL a mené de nombreuses missions de transformation d'organisations et d'appui à la conduite de projets d'envergure pour le secteur public, au niveau national comme au niveau territorial.

Formation

Sciences Po Paris

DEA de Droit Public des Affaires

(Paris X)

Clients

Ministère de la Justice (DAP, DSJ, SDIT), SGMAP, DISIC, ONP, SAE

Expériences significatives

- **Services du Premier Ministre –SGMAP – DISIC (2014)**

— Programme de modernisation SIRH- Paye. Appui opérationnel à la redéfinition de la stratégie partenariale avec HR Access :
  - Préparation et animation d'ateliers de travails avec les ministères et HR Access
  - Suivi des travaux de cartographie du produit et de la feuille de route HR Access

— Environnement fonctionnel/technique :
  - Ressources Humaines/ paye, HR Access

- **Services des Achats de l'Etat SAE (2014)**

_ Rapport des résultats obtenus par les ministères (services de l'Etat et opérateurs) en matière de RSE, achats responsables, innovation, performance économique

_ Organisation de la fonction achats du Ministère des finances

- **Ministère des finances – Opérateur National de la Paye (2013)**

— Refondation du programme SIRH-SI Paye. Définition de la stratégie contractuelle et partenariale du programme SIRH-SIPaye :
  - Analyse de l'existant (contrats, délais/durées, acteurs, risques /axes d'amélioration)
  - Analyse du positionnement des principaux partenaires et cadrage du dialogue (Identification des leviers de négociation, …)
  - Elaboration d'une stratégie contractuelle cible à 10 ans (vecteurs contractuels, périmètres, niveau de mise en concurrence, niveau de mutualisation,…)
  - Cadrage de la mise en place d'un centre de compétences interministériel dédié à l'expertise HR Access (périmètre, dimensionnement, missions…)

- **Ministère de la culture (2013)**

— Audit de la fonction achats

- **Ministère de la Justice (2012-2015)**

— Appui au renouvellement du marché national de surveillance électronique (rédaction du cahier des charges, négociation, dépouillement)

— Diagnostic de l'application APPI ((Application des peines, Probation et Insertion) et accompagnement du changement

— Etude de cadrage stratégique du projet de dématérialisation de l'ensemble de la chaîne civile (projet Portalis) (15 000 utilisateurs dans plus de 700 juridictions)

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

RB

RB a 14 ans d'expérience. Il intervient sur des projets en pilotage de projet, de Transformation et refonte de processus, conduite du changement (communication, formation, assistance au déploiement), de réalisation de conception fonctionnelle, assistance à la recette et à la paie en double

Formation

Master II « Management International des Ressources Humaines » (Université d'Angers)

Maîtrise d'Administration Economique et Sociale (Université d'Angers)

Clients

SNCF, Altran, La Poste, EDF, MINDEF, GSK, HSBC, Schneider Electric, Treves, DCNS, Total, INRAP, Mairie d'Argenteuil

Expériences significatives

- **Allianz – Accompagnement du programme de transformation DSI**

— Pilotage du chantier de communication à l'usage des salariés DSI : organisation des forums internes métier autour de la mobilité, élaboration des flashnews, FAQ, vidéos métiers de la DSI (…), animation des référents métier

— Chantiers RH : définition des chantiers d'accompagnement RH, élaboration de la stratégie de recrutement des jeunes diplômés et du plan d'action associé, construction des parcours d'intégration, adaptation des processus RH « Recrutement » / « Intégration »

- **SNCF (juillet 2013 – Sept 2015) – Conduite du changement / Accompagnement du déploiement HRA Suite 9**

— Conduite du changement : élaboration de la stratégie de conduite du changement, conception des modules de formation, préparation des environnements (base école, bac à sable), animation de la formation des formateurs

— Accompagnement du démarrage : élaboration du kit de démarrage utilisateurs, communication auprès de de la ligne managériale, animation du réseau des relais

- **GLAXOSMITHKLINE – Audit Paye (2013)**

— Diagnostic de l'existant sur les dimensions organisation, processus, SIRH, coûts de fonctionnement

— Identification des axes d'optimisation

— Elaboration et aide à l'arbitrage pour la validation du scenario d'organisation cible

- **SNCF (2012) – Analyse des risques RH – Périmètre des processus Gestion administrative et Paie**

— Identification et analyse des risques au niveau sous-processus et activités

— Evaluation des risques et des contrôles afférents, intégrant les impacts de la solution cible HR Access Suite 9

— Elaboration du plan d'actions de maîtrise des risques / Rédaction de la note stratégique

- **LA POSTE COURRIER (2011/2012) – Assistance à la conduite du changement HRA Suite 7 (modules GA, Paye, Formation, Développement professionnel, G.T.A.) et à la recette**

Modules Développement professionnel et Formation :

— Définition de la stratégie de recette, conception et rédaction des cahiers de recette, assistance à l'exécution des tests, coordination des tests avec le planning des mises en production

Modules GA, Paye et GTA :

— Conception de la documentation projet (supports de formation, modes opératoires, cahiers d'exercices…)

— Animation des formations des formateurs (module GTA)

— Préparation de la base école (définition des jeux de données…)

— Formation de montée en compétences de l'équipe déploiement sur les modules de GA, Paye et GTA

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

JBD

JBD est Senior Manager au sein de l'équipe IT Advisory.
Avec près de 12 ans de carrière dans la BI, l'Analytics et enfin le Big Data – dont 7 ans chez SAS en tant qu'architecte responsable de l'offre BI Agile et Big Data -, il intervient chez nos clients pour les assister dans la valorisation de la donnée sous toutes ses formes, et notamment tirer partie de la transformation Digitale et des technologies innovantes.
Interlocuteur tant des directions fonctionnelles que des équipes informatiques, il apporte son expérience sur :
Les architectures d'entreprise, l'urbanisme, les architectures décisionnelles et analytiques avancées
Le Decision Management, et la valeur apportée par l'Analytique Avancée
Les architectures Big & Fast Data, à la fois On-Premise et Cloud

Formation

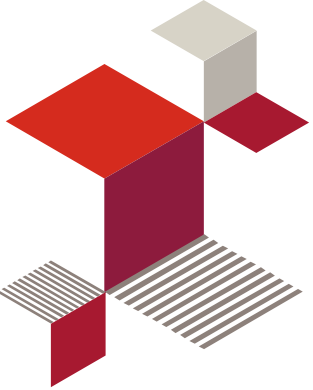
Ingénieur ISEP

Master HEC Paris – Ecole des Mines de Paris

Expériences significatives

- Elaboration de l'architecture Big Data Analytics pour un institut de recherche public
- Accompagnement des équipes Marketing sur les solutions de Data Discovery et d'In-Memory Analytics
- Elaboration des architectures décisionnelle et analytique pour de grands clients dans le secteur Utilities, Oil&Gas, Transportation, Telecom
- Elaboration et réalisation du pilote Big Data Analytics pour le programme de refonte de la relation client d'un opérateur des transports (Hadoop, Hbase, Master Data Management, BI agile, analytique et data mining)
- Elaboration du pilote Big Data pour un opérateur télécom sur la Data Vizualisation des données réseaux en temps réel

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom



Sommaire

Contact

Présentation du marché UGAP et de BearingPoint

Contexte et enjeux

Compréhension du besoin

Prestations attendues

Equipe pressentie

Tableau de correspondance

Annexe

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

BearingPoint KURT SALMON SOLUCOM

Tableau de correspondance

La prestation conduira à la fourniture de livrables selon les dates de livraison telles qu'indiquées ci-dessous :

Phase/ activité	Livrables	Charges estimées par profil *(indicatives, l'engagement est forfaitaire)*					Date de livraison estimée
		Directeur de projet	Directeur de projet	Consultant Sénior	DP Expert	Total	
1	Support réunion de lancement Note de cadrage des travaux	2,5	8	10	0	20,5	29/07
2	Grille de recueil et d'analyse des données fonctionnelles, applicatives et organisationnelles	3	9	15	0	27	26/09
	CR des entretiens d'analyse des besoins	1	12	19	0	32	24/10
	Support pédagogique	0	1	6	0	7	22/09
	Cartographie fonctionnelle et applicative	3	15	16	1	35	18/11
3	Support de présentation des axes stratégiques	9	23	19	6	57	02/12
	Rapport final et préconisations pour le choix du scénario cible	9	12	15	0	36	20/01
					Total	**214,5**	

Ces éléments sont fournis à titre indicatif et restent un estimatif. L'engagement de résultat porte sur les livrables et non le dispositif humain.

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

Sommaire

Contact

Présentation du marché UGAP et de BearingPoint

Contexte et enjeux

Compréhension du besoin

Prestations attendues

Equipe pressentie

Tableau de correspondance

Annexe

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

Tableau de correspondance

Estimation financière (hors options)

Le prix public UGAP est fourni à titre indicatif et fera l'objet d'une révision lors de l'établissement du devis officiel correspondant par l'UGAP.

Phases	Livrables	UO				Prix public UGAP HT	Date de livraison estimée
		code	libellé	Complexité	Quantité		
1	Support réunion de lancement Note de cadrage des travaux	5261850	Appui à la réalisation du schéma directeur SI	Moyenne	2	13043,48 €	02/09
2	Grille de recueil et d'analyse des données fonctionnelles, applicatives et organisationnelles	5261848	Appui à la réalisation du schéma directeur SI	Très simple	6	84673, 91€	28/10
		5261849	Appui à la réalisation du schéma directeur SI	Simple	5		
		5261850	Appui à la réalisation du schéma directeur SI	Moyenne	3		
	CR des entretiens préliminaires et d'analyse des besoins Support pédagogique Cartographie fonctionnelle et applicative	5261851	Appui à la réalisation du schéma directeur SI	Complexe	4		
3	Support de présentation des axes stratégiques	5261849	Appui à la réalisation du schéma directeur SI	Simple	3	115217, 39 €	27/01
		5261850	Appui à la réalisation du schéma directeur SI	Moyenne	6		
	Rapport final et préconisations pour le choix du scénario cible	5261851	Appui à la réalisation du schéma directeur SI	Complexe	6		
						212 934,38 €	

Cette proposition révisée suite à la soutenance du 7 juillet intègre notamment le fait qu'en phase 2 :

- **la présentation, la transmission du support pédagogique aux CDG, l'appui au remplissage du questionnaire et le suivi des retours sont assurés par la FNCDG. Par conséquent, le profil de consultant mobilisé pour assurer ces actions a été supprimé.**
- **3 entretiens seront réalisés avec les 3 Alliance informatique en lieu et place des 10 entretiens préliminaires prévus initialement avec le Groupe pilote**
- **6 visites sur sites seront réalisées en lieu et place des 10 visites prévues initialement**

Nos atouts pour répondre à vos attentes

Une équipe polyvalente dédiée au Secteur Public

Une équipe de 80 experts dédiée au secteur public :

- Expériences du secteur public local (SPL)

  Expériences des projets structurants des partenaires du SPL
  - DGCL (Actes), ANTS (Passeport biométrique)
  - DGFiP (Hélios, dématérialisation)
  - SGMAP (Gestion de projet Instance nationale partenariale)

- Expertise métier / fonctionnelle
  - **Comptabilité et gestion budgétaire**
  - **Marchés publics**
  - **Social**
  - Logistique
  - Relation client
  - Organisation et Conduite du changement
  - Gestion de projet
  - Gestion immobilière
  - **Gestion des ressources humaines**
  - **Accompagnement stratégique des DSI**
  - Fusion / mutualisation de services

- Expertise technique :
  - Schéma directeur informatique
  - SAP, Oracle, Siebel, Opensource, Web 2.0, EAI, …

- Mobilisation d'expertises complémentaires auprès de partenaires

- **Club finance de la Gazette des communes**
  - Participation à une **rencontre d'actualité** du **Club finance de la Gazette des communes** sur la **dématérialisation financière** : Retour d'expérience sur l'accompagnement de la Direction régionale des finances d'Ile-de-France lors du passage à la dématérialisation de la dépense de la Ville et du Département de Paris
  - Organisation et animation complète de **journées d'étude** sur la **dématérialisation comptable et financière**

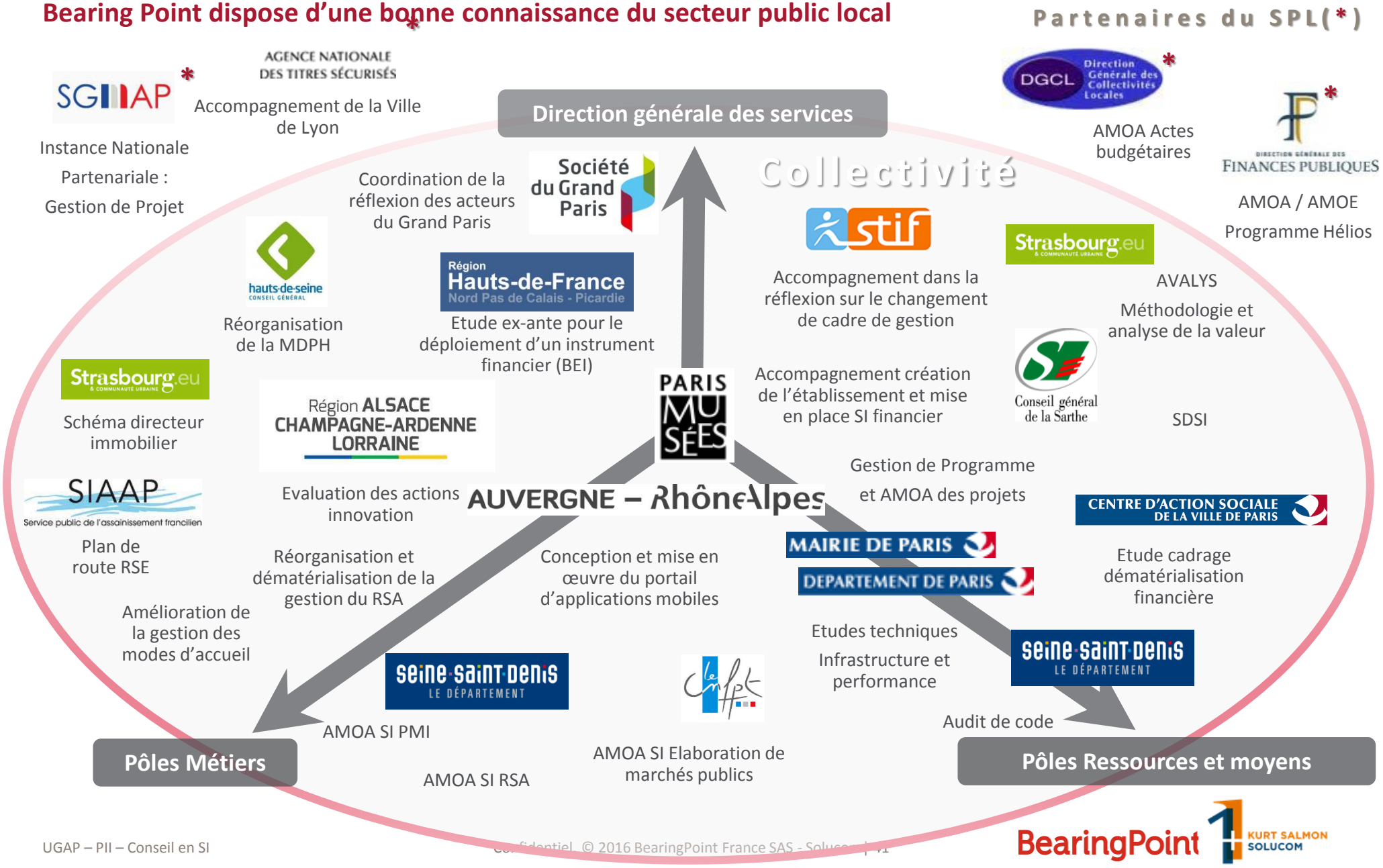


- **Prix du manager public de l'année :** Organisation et sélection des candidats
- **DFCG / Assises du secteur public** : co-organisation de l'événement

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

Nos atouts pour répondre à vos attentes

Bearing Point dispose d'une bonne connaissance du secteur public local



Confidentiel © 2016 BearingPoint France SAS - Soluc

Nos atouts pour répondre à vos attentes

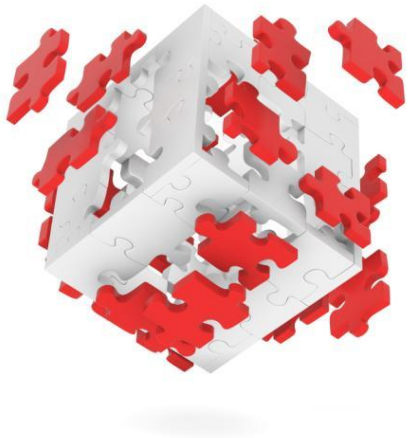
Une équipe spécialisée RH

Une maitrise de l'ensemble des processus RH

- Une équipe expérimentée qui maîtrise l'ensemble des processus RH : le recrutement, la gestion administrative et la paie, la gestion des temps et des activités, le pilotage des effectifs et de la masse salariale, la rémunération, la gestion de la carrière et de la mobilité, la gestion des talents, de la performance et des compétences, la GPEC, la formation, le reporting RH
- Pour un grand nombre de nos collaborateurs, des compétences acquises au cours d'une expérience opérationnelle RH

Une démarche éprouvée

- Des convictions fortes, forgées au fil de nos expériences, qui guident notre approche : un pilotage par les risques pour garantir la maîtrise du projet, une approche coûts / bénéfices pour évaluer les priorités, une prise en compte systématique de l'ensemble des dimensions d'un projet : SI, organisationnels, métier.





Une double expertise : métier RH et IT

- Une capacité à articuler les dimensions : métier RH et applicative
- Des compétences sur les principaux progiciels du marché (SAP HR, PeopleSoft, HR Access) et les « Best of Bread » qui nous permettent de jouer pleinement notre rôle de conseil
- Un partenaire pour challenger l'éditeur ou l'intégrateur de votre solution RH

Un appui à la décision

- Une équipe garante de la prise en compte de l'expression des besoins métiers et de l'alignement de la solution avec la stratégie de la DRH
- Un soutien des décideurs dans la phase d'avant projet, de l'élaboration de la stratégie RH/SIRH au choix
- Une capacité à préparer le dossier de décision technique et financier et faciliter la prise de décision

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

Nos atouts pour répondre à vos attentes

BearingPoint contribue à des initiatives open data auprès de ses clients en France et en Europe ; ses consultants sont mobilisés par la libération des données

Nous travaillons depuis 2010 avec les pionniers :

- Etalab – appui à la formalisation de la feuille de route
- Crédit Agicole – développement du CAStore
- SNCF Transilien – définition de la stratégie open data
- Veolia – développement de services numériques innovants
- Ailleurs en Europe : FBTO (assureur néerlandais) – création d'un app store et de sa communauté

Nos consultants se sont fortement mobilisés lors de concours d'applications open data :

- Deux concours internes autour de la valorisation des données
- Plus de 40 idées d'applications proposées par 30 équipes de consultants



Nous participons ailleurs en Europe au mouvement Open Data, notamment en Allemagne où BearingPoint accompagne le Länd de Berlin sur sa stratégie numérique

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

Nos atouts pour répondre à vos attentes

BearingPoint a piloté la mise en œuvre des référentiels généraux à destination des administrations et a assuré leur publication officielle

Exemples de nos interventions



Référentiel général d'accessibilité

Mise en œuvre du RGA

- Mise à jour du RGAA et de ses annexes pour prendre en compte les WCAG 2.0
- Rédaction du guide d'accompagnement au RGAA
- Préparation de l'appel d'offres pour la mise en œuvre d'un outil de mesure de la conformité au RGAA



Référentiel général de sécurité

Mise en œuvre du RGS

- Élaboration du RGS v1 et de ses annexes (politiques de certification)
- Définition du référencement associé au RGS

Mise de la signature électronique et d'un système d'archivage électronique dans les tribunaux de police

- Etude
- Test avant déploiement

Projet COMEDEC : AMOA dématérialisation de la transmission des informations d'état civil

- Pilote cartes RGS
- Pilote demande de passeports



Référentiel général d'intéropérabilité

Mise à jour du RGI

- Analyse et qualification des questions et commentaires suite à la publication du RGI v1.0
- Réalisation du plan de mise à jour du RGI

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

Etablissement Public Territorial 11 (EPT11)
Schéma directeur informatique (SDSI)

Alfortville - Boissy-Saint-Léger - Bonneuil-sur-Marne
Chennevières-sur-Marne - Créteil - La Queue-en-Brie
TERRITOIRE 11
Le Plessis-Trévise - Limeil-Brévannes - Mandres-les-Roses
Marolles-en-Brie - Noiseau - Ormesson-sur-Marne
Périgny-sur-Yerres - Santeny - Sucy-en-Brie - Villecresnes

UGAP

L'EPT11 a été créé dans le cadre de la mise en œuvre de la **réforme du Grand Paris**, à partir de la réunion des communautés de Plaine centrale du Val-de-Marne, du Haut Val-de-Marne, du Plateau Briard ainsi que de la ville de Bonneuil-sur-Marne, soit un total de 16 communes et plus de 300 000 administrés.

Objectifs	Notre approche	Résultats pour le client
Cette mission visait à assister l'EPT11 dans la définition de sa stratégie informatique afin de pouvoir assurer ses missions et responsabilités dans le cadre de la réforme du Grand Paris. Pour cela, dans le cadre du marché UGAP « Conseil SI et Telecom », l'EPT11 a fait appel à BearingPoint pour définir un schéma directeur informatique à court et moyen termes et d'identifier dans un premier temps la meilleure stratégie afin de : • Assurer la cohabitation des différents SI dans l'écosystème de l'EPT11 sur des aspects applicatifs et technologiques ; • Clarifier les interactions entre les différents SI et l'organisation des équipes informatiques ; Dans un second temps, le schéma directeur devait identifier des axes d'évolution du SI de l'EPT11 pour répondre à ses enjeux à moyen terme.	La démarche de BearingPoint a été conçue sur la base de 3 convictions : • En priorité, la DSI de l'EPT11 doit assurer la continuité des activités informatiques et les urgences liées à la réorganisation de l'EPT11 ; • La DSI de l'EPT11 doit s'adapter aux nouveaux besoins et aux bonnes pratiques liées au SI ; • Le SI doit rester aligné aux besoins des directions de l'EPT11 et « agile » dans le temps. Notre intervention s'est articulée en trois phases : • Une phase de cadrage avec la prise en compte de la stratégie de l'EPT11 et le diagnostic du SI existant de l'EPT11 ; • Une phase d'élaboration du schéma directeur à court terme comprenant la cartographie cible du SI, la mise en place d'une nouvelle gouvernance et d'une nouvelle organisation et la proposition d'un plan d'actions à court terme ; • Une phase d'élaboration du schéma directeur à moyen terme avec la mise à jour de la cartographie cible, de la gouvernance et de l'organisation ainsi que la proposition d'un plan d'actions à moyen terme.	Définition d'une nouvelle stratégie informatique de l'EPT11, articulée autour d'un axe principal, la mobilité afin de favoriser et d'encourager les nouveaux usages (ex. : télétravail, travail collaboratif, …) *Projet en en cours de réalisation*

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

BearingPoint KURT SALMON SOLUCOM

Mairie de Paris

Accompagnement au changement et déploiement d'un progiciel SAP de gestion des opérations

La Ville de Paris a lancé SEQUANA, un vaste programme de refonte de son système d'information concernant plusieurs domaines (finances, marchés, opérations, décisionnel, préparation budgétaire, gestion des ateliers). GO est une solution de gestion des opérations de travaux, mise en œuvre dans le cadre de ce programme.

Contexte et Enjeux	Notre Approche	Bénéfices pour le client
GO est une solution de gestion budgétaire et opérationnelle des travaux (bâtiment, voirie, espaces verts, assainissement), intégrée au SI de la Ville (Alizé, EPM, Patrimoine, SIMA) **Les fonctionnalités de GO sont les suivantes :** • Recensement et estimation des besoins de travaux • Programmation budgétaire • Planification opérationnelle et montage contractuel des opérations • Exécution financière (engagement comptable, juridique et paiement) • Suivi des garanties (service fait, réception, bilan) **Les objectifs sont :** • Harmoniser les processus de gestion des opérations de travaux • Maîtriser la programmation pluriannuelle des investissements • Produire un reporting opérationnel et financier de qualité	**BearingPoint a assuré l'assistance à maitrise d'ouvrage de ce projet :** • Accompagnement lors de la conception de la solution • Organisation et animation des recettes projet et utilisateurs • Accompagnement des chantiers de reprise des données et d'interface • Assistance à l'expertise fonctionnelle • Conduite du changement : stratégie et plans de communication, mobilisation des acteurs, organisation et animation de séminaires • Accompagnement du déploiement dans chaque Direction : évolution des procédures, assistance à la préparation des formations, suivi des chantiers techniques,	**BearingPoint a accompagné la Ville de Paris sur les vagues 1 et 3 de déploiement (18 mois) :** **Vague 1 :** Trois directions (DPA, DASCO, DVD) et deux mairies pilotes Deux métiers concernés (voirie et bâtiment) 800 utilisateurs répartis sur 57 sites **Vague 2 :** 18 mairies d'arrondissement (50 utilisateurs sur 18 sites) **Vague 3 :** Neuf directions participantes (DPE-STEA, DALIAT, DFPE, DICOM, DEVE, DAC, DDEEES, DJS, DASES) Trois métiers concernés : bâtiment, espaces verts, assainissement 500 utilisateurs répartis sur 51 sites **Nous avons accompagné l'évolution de la solution** 62 évolutions du périmètre fonctionnel instruites par l'équipe projet en 2009 et 2010

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

Ministère de l'Economie et des Finances - Direction Générale des Finances Publiques (DGFiP)
AMOA pour le programme Hélios (comptabilité du secteur local)

Le programme Hélios visait au remplacement, par une seule application informatique, de l'ensemble de celles qui sont actuellement dédiées à la gestion comptable du secteur public local au sein du réseau du Trésor Public (plus de 100).

Objectifs	Notre approche	Résultats pour le client
Ce programme visait à mettre les comptables en position de développer leur offre de service au profit des collectivités territoriales, en développant des démarches qualité. L'intervention de BearingPoint s'est située dans un positionnement d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (en sous-traitance de Schlumberger Sema).	Conception fonctionnelle générale Au sein d'une équipe de MOE d'une cinquantaine d'experts métiers et d'informaticiens de la DGFiP, BearingPoint a contribué par son expertise métier et méthodologique à la conception de la nouvelle application (cadrage, analyse et description de l'existant, description de la cible). Les équipes ont utilisé à cette fin, la méthode Iteor (gestion d'un projet de développement d'une application informatique) et la modélisation UML. Gestion de projet, cohérence fonctionnelle et l'analyse technique de thèmes transversaux BearingPoint, par son expérience en matière de gestion financière et comptable des collectivités et des établissements publics locaux, sa connaissance du fonctionnement des services déconcentrés du Trésor Public a assuré la cohérence fonctionnelle de la solution. Communication externe du projet et conduite du changement L'équipe dédiée de BearingPoint assiste la direction de projet dans la définition de la stratégie de communication externe du projet	Pour réaliser la mission, une large palette de compétences a été mise en œuvre: • Comptabilité analytique et Contrôle de gestion, • Evaluation de politiques publiques et études économiques, • Finances Publiques Locales, • Système d'information de gestion, Comptabilité Publique et réformes budgétaires et comptables, • Accompagnement du changement.

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

Agences de l'Eau

Appui pour la refonte des processus GA/Paie et mise en place d'un CSP Paie, aide au choix du SIRH et assistance au pilotage du projet

LES AGENCES DE L'EAU
ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DU MINISTÈRE EN CHARGE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les agences de l'Eau sont des EPIC intervenant sur deux périmètres d'activité : le recouvrement des redevances et le financement des travaux de lutte contre la pollution ou de développement des ressources en eaux. BearingPoint accompagne les Agences de l'Eau dans le choix du nouvel applicatif de Paie / GA commun à l'ensemble des Agences et le pilotage de ce projet. En parallèle, BearingPoint assiste à la création d'un Centre de Service Partagé pour la Paie au sein de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée Corse

Objectifs	Notre approche	Résultats pour le client
• Un programme de réforme ambitieux lié aux réformes de l'Etat avec dans le domaine RH : • Un projet de convergence du SI « Formation / Compétences » • Un projet de convergence du SI « Paie / Gestion administrative », le paysage applicatif actuel se caractérisant par une hétérogénéité des systèmes informations RH avec différents systèmes de paie au sein des agences et des outils distincts de GA et de paie • Un projet de refonte des processus RH existants et de l'organisation actuelle avec la mise en place d'un CSP Paie, soit un prestataire de service orienté vers l'industrialisation et la qualité. Ce partage des tâches entre les Agences et le CSP implique des relations qui ont vocation à être normées et encadrées par un contrat de services afin de garantir le respect des engagements mutuels	• Audit de la fonction GA/Paie actuelle, sur la base d'entretiens réalisés au sein de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée et Corse • Définition des principes directeurs, du dimensionnement et des modalités de déploiement de l'organisation cible, sur la base d'éléments de benchmark des précédentes missions menées par BearingPoint sur les CSP GA/Paie • Aide au choix du SIRH (relecture du CCTP, construction de la grille de dépouillement, définition des critères, audition des candidats…) et appui au pilotage du projet • Appui à la recette du SIRH • Plan d'accompagnement du changement, en particulier le volet communication • Animation de la gouvernance du projet • Aide à la rédaction de la convention de service entre le CSP et les autres Agences	• Un choix éclairé de leur nouveau SIRH commun et de l'intégrateur • La prise en compte et la coordination des problématiques de chacune des 6 agences • Une organisation de leur CSP opérationnelle dans les délais • Un cadrage structuré de la recette permettant de sécuriser les phases de paie en double avant le déploiement • Un projet de convention de services entre le CSP et les autres Agences issu des meilleures pratiques et co-construit avec les 6 agences • Un planning projet respecté avec un démarrage du nouveau SIRH en parallèle de la mise en place du CSP, à la date prévue

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom
BearingPoint KURT SALMON SOLUCOM

Opérateur National de Paye
Mission d'assistance à la refondation du programme SIRH / SI Paye

Créé en 2007, l'Opérateur National de Paye (ONP) est rattaché conjointement à la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) et à la Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique (DGAFP). L'ONP sera le prestataire unique et centralisé de la paye des agents de l'État, à partir des informations de gestions transmises par les SIRH ministériels. BearingPoint assiste la direction de programme SIRH / SI Paye pour la phase de refondation du programme devant permettre de sécuriser l'atteinte de ses objectifs.

Objectifs	Notre approche	Résultats pour le client
A la suite de retards constatés sur certaines composantes du programme, des audits ont été réalisés et prônent une refondation du programme pour éviter son arrêt. Le scénario retenu est celui de la « sécurisation en rupture » consistant à revoir les fondements techniques et opérationnels du programme : Mode de gouvernance Architecture fonctionnelle et technique Plan de déploiement Une mission de refondation a été confié au DISIC. Elle porte sur 2 axes principaux : La préfiguration d'une Direction de Programme transverse SIRH / SI Paye capable de coordonner la bonne fin et la convergence de tous les projets et systèmes parties prenantes La définition d'une nouvelle trajectoire via la définition et l'engagement d'un plan de réduction de la complexité technique de la solution, la définition d'une trajectoire globale couvrant toutes les dimensions du programme et la rédaction des contrats de déploiement ministériels.	Notre intervention est structurée en deux axes étroitement articulés : • Préfiguration de la direction de programme SIRH – SI Paye : fluidification de la comitologie, pilotage des risques, planification d'ensemble et cohérence transverse, mise en place d'indicateurs de suivi, partage transverse et mobilisation des acteurs • Ajustement de l'architecture SIRH et SI PAYE et définition des trajectoires de bascules ministérielles associées ; comprenant la réévaluation du Retour sur Investissement du programme. Cette structuration permet concomitamment: • De donner à la direction de programme la vision de synthèse de l'avancement, des risques et des échéances des différents projets selon les meilleurs pratiques et dans une optique de fluidité et décloisonnement; • D'éprouver la pertinence de l'architecture et la trajectoire associée et d'alimenter la réflexion de la direction de programme sur les moyens de les améliorer et de mieux les partager avec les ministères. La refondation opérationnelle du programme doit être achevée pour fin 2013. Les travaux sont menés en étroite articulation avec les acteurs de l'ONP en s'appuyant sur le travaux déjà lancés. Ils sont également menés en associant fortement les ministères.	Définition d'une nouvelle trajectoire pour le programme : • Refonte de la comitologie du programme et définition des processus et outils de suivi (actions, risques, calendriers, etc.). • Elaboration d'un kit de déploiement (chantiers à mener) • Pilotage et suivi des études d'architectures • Rédaction en commun avec les ministères de contrats de déploiement pour le raccordement au nouveau système d'information de la paye • Méthodologie de mise à jour du retour sur investissement du programme • Rédaction du dossier de choix présentant les scénarios envisageables pour une poursuite du programme s'appuyant notamment sur – les études d'architecture menées – les éléments économiques du programme

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

ONP – Opérateur National de Paye
Système d'Information Décisionnel (SID) pour le pilotage des effectifs, de la masse salariale et des emplois

Dans le cadre de ses nouvelles missions, suite à l'arrêt du programme SIRH-SI Paie, l'ONP souhaite approfondir l'analyse des besoins de pilotage de la masse salariale et des effectifs. Dans ce contexte, l'ONP a souhaité bénéficier de l'expertise décisionnelle de BearingPoint et de sa connaissance de l'outil interministériel existant INDIA REMU, dédié au pilotage de la masse salariale et des emplois.

Contexte et Enjeux	Notre Approche	Bénéfices pour le client
Dans le cadre de la mission de Refondation, l'étude dédiée au SID (Système d'Information Décisionnel) avait permis d'identifier les premiers principes structurants d'un SID interministériel. L'ONP souhaite à présent approfondir le sujet et étudier les voies et les moyens de construire un **outil décisionnel interministériel** permettant de répondre à ***l'objectif d'amélioration du pilotage de la masse salariale et des effectifs.*** • Le SID cible vise à : • Fournir aux acteurs (Direction du Budget, DGAFP, ministères et établissements publics) des informations partagées et des fonctionnalités plus riches que les outils interministériels existants • Favoriser la convergence et la rationalisation du paysage applicatif autour des besoins d'informations décisionnelles	Etat des lieux et diagnostic de l'existant (activités, outils, sources, données,…) Approfondissement de l'étude des besoins de pilotage de la masse salariale (Direction du Budget) : • Identification d'indicateurs prioritaires et axes d'analyse Analyse du degré de couverture des besoins par les systèmes décisionnels existants (INDIA REMU et POEMS) Analyse des données disponibles et identification des solutions d'optimisation et d'enrichissement du pilotage de la masse salariale rapidement actionnables Proposition de scénarios (solutions techniques et fonctionnelles envisageables) avec leur trajectoire de mise en œuvre et estimation des coûts Transfert de compétences à l'équipe SID ONP	Diagnostic complet de l'existant en matière de pilotage de la masse salariale de l'Etat (vision DB) Identification d'axes d'amélioration pouvant faire l'objet de victoires rapides : • enrichissement des données exploitées, • élargissement du périmètre, • offre de nouvelles fonctionnalités Identification de pistes de mutualisation (licences,…)

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

Direction de l'Information Légale et Administrative (DILA)

Refonte des processus RH et élaboration d'un cahier des charges pour le choix du futur SIRH

BearingPoint a assisté la DILA dans la refonte des processus RH, l'expression des besoins RH (en matière de Formation, de GPEC, de Gestion de Carrières et de Masse Salariale) et d'élaboration d'un cahier des charges pour le choix du futur SI RH. La DILA compte 950 salariés et une dizaine de familles de métiers spécifiques .

Objectifs	Notre approche	Résultats pour le client
• Identifier les enjeux en matière de GPEC dans le cadre de la modernisation de la DJO et de son rapprochement avec les DDF (Direction de la Documentation Française) • Identifier les besoins en matière de Formation, de GPEC, de Gestion de carrières et de Masse Salariale • Elaborer un cahier des charges en vue de choisir le futur SIRH • Elaborer une grille de sélection des progiciels du marché	Notre intervention s'articule autour de trois axes: • Analyse des enjeux de GPEC pour les métiers de la DJO – Quels enjeux stratégiques pour la DJO ? – Quels impacts sur l'évolution des métiers ? • Identification des besoins sur la base d'une analyse critique des processus existants : – Quels sont les dysfonctionnements et les points d'amélioration de l'existant en matière de processus, d'organisation et SI ? – Quels sont les besoins à couvrir par le futur SI RH ? • Elaboration d'un cahier des charges et d'une grille de sélection, en vue de choisir le futur SIRH	• Analyse critique des processus existants (Formation, GPEC, Gestion de Carrières, Masse Salariale) • Besoins et processus cibles • Cahier des charges pour le choix du futur SIRH • Grille de sélection des éditeurs

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom

Ministère de la Défense - Direction Interarmées des Réseaux d'Infrastructure et des Systèmes d'Information (DIRISI)
AMOA SI

En 2009, BearingPoint a été attributaire du lot « Expertise, Etudes, Stratégie » du marché «Catalogue de service : unités d'œuvre au profit des organismes du ministère de la défense ». Dans ce cadre, BearingPoint a collaboré avec la DIRISI et ses différents clients internes à la préparation et la mise en œuvre de projets. En 2014, BearingPoint est sous traitant de CGI dans le consortium attributaire du lot « Assistance à Maîtrise d'Ouvrage » du renouvellement de ce marché.

Objectifs	Notre approche	Résultats pour le client
• En 2009, la DIRISI a lancé un marché fondé sur un catalogue d'unité d'œuvre, dont l'objet de pouvoir apporter à des projets une assistance jusqu'alors acquise par une juxtaposition de Marché à Procédure Adaptée. • Le lot « Expertise, Etudes, Stratégie » permet de réaliser des travaux en amont des projets autour de 5 domaines : • Stratégie SI et entreprise • Stratégie technique • Organisation • Gouvernance • Urbanisation • En 2014, sur le lot « Assistance à Maîtrise d'ouvrage », les prestations relèvent des domaines suivants : • Initialisation de projet • Préparation de projet • Analyse fonctionnelle • Analyse technique • Tests de recette	• Au titre de ces marché, BearingPoint a conduit des missions en amont des projets (entre 2009 et 2014) et d'accompagnement plus opérationnel depuis 2014 : - Pour la DIRISI elle-même : accompagnement de la rationalisation de l'organisation de la DIRISI, schéma directeur des SI de l'opérateur, accompagnement de projets (bureautique, rationalisation des datacenters, logistique, gestion de parc,…; - Pour les clients de la DIRISI (les différentes armées, directions et services), dans de nombreux domaines fonctionnels : logistique, achats, décisionnel, finances et gestion, RH et paie, … • Chaque projet a donné lieu à la mise en place d'une démarche spécifique, construite à partir des unités d'œuvre du marché et soumise au client final et à la DIRISI.	• Les résultats de l'intervention ont été mesurés à deux niveaux : - Pour chaque projet mené; où un dispositif de suivi de la satisfaction des prescripteurs a été mis en œuvre (un questionnaire de satisfaction était distribué à chaque fin de projet mené au travers du marché). Taux de satisfaction de 8,5/10. - En global avec la DIRISI en suivant l'amélioration apportée par les différentes assistances dans les relations entre la DIRISI et chacun de ses clients.

Confidentiel. © 2016 BearingPoint France SAS - Solucom



BearingPoint®